



CORPORATION WAJAX
Communiqué de presse

Symbole à la TSX : WJX

**WAJAX PRÉSENTE SES RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2019
ET ANNONCE LA NOMINATION DU CHEF DES FINANCES**

Toronto (Ontario), le 6 mai 2019 – Corporation Wajax (« Wajax » ou « la Société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats pour le premier trimestre de 2019.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
	(données ajustées) ⁴⁾	
<u>RÉSULTATS CONSOLIDÉS</u>		
Produits	374,6 \$	342,4 \$
Ventes d'équipement	112,1 \$	123,9 \$
Location d'équipement	8,9 \$	8,0 \$
Pièces industrielles	93,4 \$	88,9 \$
Service après-vente	124,3 \$	105,7 \$
SRT/Autres	35,8 \$	15,9 \$
 Bénéfice net	 7,9 \$	 9,3 \$
Résultat de base par action¹⁾	0,39 \$	0,48 \$
 Bénéfice net ajusté^{2), 3), 4)}	 8,7 \$	 9,6 \$
Résultat de base ajusté par action^{1), 2), 3), 4)}	0,43 \$	0,49 \$

Faits saillants du premier trimestre

- Les produits ont augmenté de 32,1 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 374,6 millions de dollars au premier trimestre de 2019, contre 342,4 millions de dollars au premier trimestre de 2018.⁴⁾ D'un point de vue régional :
 - Les produits dans l'Ouest canadien se sont établis à 159,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 1 % par rapport à l'exercice précédent; la forte poussée des ventes de pièces et de services dans le secteur de l'exploitation minière a été contrebalancée en partie par un recul des ventes dans les secteurs de la construction et des groupes électrogènes.
 - Les produits dans le centre du Canada se sont élevés à 74,4 millions de dollars, soit une hausse de 3 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des ventes des services de réparation technique (les « SRT »), du fait essentiellement de l'acquisition de Groupe Delom inc. (« Delom ») au quatrième trimestre de 2018, et de la croissance des ventes dans les secteurs des groupes électrogènes, des grues et des services publics et des pièces industrielles,

- facteurs qui ont plus que contrebalancé la réduction des ventes dans le secteur de la construction.
- Les produits dans l'Est canadien se sont élevés à 140,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent, attribuable à une croissance au chapitre des ventes dans la plupart des catégories de produits, dont une hausse des ventes des SRT découlant essentiellement de l'acquisition de Delom au quatrième trimestre de 2018 et des ventes dans le secteur de la manutention de matériaux.
- La marge bénéficiaire brute s'est établie à 19,5 %, soit 0,5 % plus élevée qu'à la période correspondante de 2018 et 2,3 % plus élevée d'un trimestre à l'autre par rapport au quatrième trimestre de 2018. La marge bénéficiaire brute s'est accrue en raison de la hausse des marges sur le service après-vente.
 - Les frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits ont augmenté de 1,0 % pour s'établir à 15,2 % au premier trimestre de 2019, en comparaison de 14,2 % à la période correspondante de 2018.⁴⁾ Les frais de vente et d'administration ont augmenté de 8,0 millions de dollars par rapport à ceux du premier trimestre de 2018 essentiellement en raison de la hausse des coûts liés au personnel, des coûts de vente et d'un profit de 1,1 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens en 2018.⁴⁾ Comme il était prévu, la Société a engagé des coûts liés au personnel plus élevés au premier trimestre en raison de la hausse des effectifs d'un exercice à l'autre et de l'acquisition de Delom. La croissance des charges est conforme aux objectifs de ventes et aux plans de travail pour les grands projets de la Société pour 2019. L'augmentation des charges d'un exercice à l'autre devrait être moindre au cours du second semestre de 2019.
 - Le BAII a augmenté de 0,9 million de dollars, ou 6,2 %, pour s'établir à 15,4 millions de dollars au premier trimestre de 2019, contre 14,5 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2018.^{2), 4)} L'augmentation d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la hausse des produits et à l'acquisition de Delom au quatrième trimestre de 2018.
 - La Société a dégagé un bénéfice net de 7,9 millions de dollars, ou 0,39 \$ par action, au premier trimestre de 2019, contre 9,3 millions de dollars, ou 0,48 \$ par action, pour la période correspondante de 2018.^{2), 4)} La Société a dégagé un bénéfice net ajusté de 8,7 millions de dollars, ou 0,43 \$ par action, au premier trimestre de 2019, contre 9,6 millions de dollars, ou 0,49 \$ par action, pour la période correspondante de 2018.^{2), 4)} Ces résultats tiennent compte de l'incidence négative de 0,02 \$ par action attribuable à l'adoption par la Société de l'IFRS 16, *Contrats de location*, (« IFRS 16 ») le 1^{er} janvier 2019 (se reporter à la rubrique « Modifications des méthodes comptables »).
 - La marge du BAIIA ajusté est passée de 6,0 % au premier trimestre de 2018 à 7,9 % au premier trimestre de 2019.^{2), 4)} La marge du BAIIA ajusté tient compte de l'incidence favorable liée à l'adoption de l'IFRS 16.^{2), 4)} Se reporter à la rubrique « Modifications des méthodes comptables ».
 - Le carnet de commandes de la Société s'établissait à 255,3 millions de dollars au 31 mars 2019, en hausse de 48,3 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au 31 décembre 2018, en raison surtout de l'augmentation des commandes dans les secteurs de l'exploitation minière, de la manutention de matériaux et de l'exploitation forestière. Le carnet de commandes de la Société s'est apprécié de 49,9 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au premier trimestre de 2018, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des commandes d'équipement dans le secteur de l'exploitation minière.²⁾
 - Les stocks, d'un montant de 392,3 millions de dollars au 31 mars 2019, ont augmenté de 26,3 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2018, en raison de la hausse des stocks de nouveaux équipements, des stocks de pièces et des travaux en cours. Le niveau des stocks de nouveaux équipements est

conforme à la planification des ventes de la Société. L'augmentation des stocks de pièces est alignée avec la croissance des parts de marché dans les catégories clés et avec l'accroissement des stocks pour le secteur de l'exploitation minière.

- Les fonds de roulement de 384,9 millions de dollars au 31 mars 2019 ont augmenté de 50,2 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2018 du fait essentiellement de l'accroissement des clients et autres débiteurs, des niveaux de stocks et de la baisse de l'impôt sur le résultat à payer. Les fonds de roulement moyens des quatre derniers trimestres en pourcentage des ventes selon une moyenne mobile 12 mois se sont établis à 22,8 %, ce qui représente une progression de 0,9 % par rapport au 31 décembre 2018 du fait essentiellement de la hausse des fonds de roulement moyens des quatre derniers trimestres.²⁾
- Le ratio de levier financier de la Société a augmenté pour s'établir à 2,89 fois au 31 mars 2019, comparativement à 2,45 fois au 31 décembre 2018.⁵⁾ Cette augmentation du ratio de levier financier s'explique avant tout par l'accroissement de l'endettement associé à une hausse des fonds de roulement, atténué par une hausse du BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois.²⁾
- Le 10 avril 2019, la Société a annoncé le départ de Darren Yaworsky, premier vice-président, Finances et chef des finances, pour des raisons personnelles.

Le 6 mai 2019, la Société a annoncé qu'à compter du 7 mai 2019, Stuart Auld occuperait les fonctions de premier vice-président, Finances et chef des finances. M. Auld s'est joint à l'équipe de la haute direction de Wajax en 2014 et exerçait jusqu'à tout récemment la fonction de premier vice-président, Ressources humaines et systèmes d'information de la Société. En plus de ses nouvelles fonctions, il conserve ses responsabilités liées aux systèmes d'information de la Société. Avant de se joindre à Wajax, M. Auld a cumulé plus de 30 ans d'expérience dans des postes de haute direction dans le domaine des finances pour des entreprises comme La Compagnie de la Baie d'Hudson et La Société Canadian Tire. M. Auld est également comptable agréé.

De plus, la Société a annoncé qu'à compter du 7 mai 2019, Irene Stretton occuperait la fonction de vice-présidente, Ressources humaines. Mme Stretton s'est jointe à l'équipe de la haute direction de Wajax en 2010 et exerçait jusqu'à tout récemment la fonction de directrice de la Rémunération globale. Avant de joindre les rangs de Wajax, Mme Stretton a cumulé 20 ans d'expérience en ressources humaines dans des postes de haute direction à La Brasserie Labatt du Canada, à la Compagnie Campbell du Canada et chez Aramark Canada Ltd.

Le 6 mai 2019, la Société a déclaré un dividende de 0,25 \$ par action pour le deuxième trimestre de 2019, payable le 3 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 14 juin 2019.

Mark Foote, président et chef de la direction, a commenté les résultats de la Société : « Les résultats du premier trimestre ont été conformes à nos attentes. La croissance de 9 % des produits découle de la hausse des ventes du service après-vente, des SRT et des pièces industrielles, ce qui a largement contrebalancé le recul en glissement annuel des ventes de nouveaux équipements. Le recul des ventes de nouveaux équipements s'est manifesté davantage dans l'Ouest canadien et a été atténué par d'excellentes ventes d'équipement dans l'Est canadien.

La marge bénéficiaire brute s'est améliorée d'un trimestre à l'autre par rapport au quatrième trimestre de 2018 et a augmenté légèrement par rapport à l'exercice précédent. Au premier trimestre, les coûts ont été élevés conformément à notre plan d'affaires du fait surtout de la hausse des coûts liés au personnel, en lien avec notre plan de ventes, les projets importants et l'acquisition de Delom. L'augmentation des coûts d'un exercice à l'autre devrait être moindre au second semestre de 2019.

La hausse des stocks découle à la fois des nouveaux équipements et des stocks de pièces. Les niveaux de stocks d'équipements rendent compte des prévisions de croissance des volumes de ventes alors que la hausse des stocks de pièces reflète les investissements plus élevés réalisés afin de soutenir l'expansion des parts de marché et la hausse des niveaux de stocks dans le secteur de l'exploitation minière. Le ratio de levier financier demeure acceptable. Nous sommes satisfaits de l'augmentation du carnet de commandes, notamment des commandes de grandes pelles excavatrices minières dont la livraison est prévue en 2020.²⁾

Compte non tenu de Delom, nous avons compilé huit blessures au cours du premier trimestre contre six lors de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par un taux de fréquence des blessures déclarées de 1,32, par rapport à 1,05 au cours de l'exercice précédent. Notre priorité est toujours de nous assurer que tous les membres du personnel retournent sains et saufs à la maison à la fin de leur période de travail et nous poursuivons les efforts afin d'éliminer les blessures. »⁶⁾

M. Foote a également déclaré : « Nous prévoyons des conditions de marché généralement stables dans l'Est et le centre du Canada en 2019. Les conditions de marché dans l'Ouest du Canada devraient être moins favorables qu'en 2018. Dans cette région, l'activité demeure stable ou positive dans des marchés finaux importants comme les sables bitumineux et l'exploitation minière, mais elle devrait ralentir temporairement dans des secteurs comme le pétrole et le gaz naturel conventionnels, l'exploitation forestière, la construction et les marchés connexes. Wajax est d'avis que les conditions de marché pour 2019 dans l'Ouest canadien sont plus favorables que celles qui étaient observées lorsque les prix de l'énergie étaient faibles en 2015 et en 2016. Nous reconnaissons l'incidence possible de ces conditions de marché, nous n'avons pas pour autant modifié nos objectifs financiers ou nos plans opérationnels, qui demeurent conformes aux objectifs initiaux de notre plan stratégique. Par conséquent, nous prévoyons une augmentation du bénéfice net ajusté pour l'ensemble de l'exercice par rapport à 2018 en raison de l'amélioration des produits consolidés et de l'incidence sur l'exercice complet de l'acquisition de Delom.²⁾ L'année 2019 est une année charnière pour les grands projets tels que le nouveau progiciel de gestion intégré et les nouveaux centres de service à la clientèle, dont la mise en œuvre est prévue pour le premier semestre 2019. Selon notre vision actuelle du calendrier des produits et des charges, le bénéfice devrait s'améliorer surtout au second semestre de l'exercice. »

Corporation Wajax

Fondée en 1858, Wajax (TSX : WJX) est l'un des fournisseurs de produits et services industriels les plus anciens et les plus diversifiés du Canada. La Société exploite un système de distribution intégré dont les activités incluent des services de vente et de pièces et du soutien technique à une grande variété de clients de secteurs d'activité qui reflètent la diversité de l'économie canadienne, notamment la construction, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, les secteurs industriel et commercial, les sables bitumineux, le transport, le traitement des métaux, le secteur public et les services publics et le pétrole et le gaz naturel.

L'objectif de la Société est de devenir le premier fournisseur de produits et services industriels du Canada, en se distinguant au moyen de ses trois capacités de base : l'excellence de sa force de vente, l'étendue et l'efficacité de ses activités de réparation et d'entretien et son aptitude à collaborer étroitement avec ses partenaires fournisseurs, actuels et nouveaux, afin d'élargir constamment la gamme des produits offerts aux clients. La Société croit que la quête de l'excellence dans ces trois champs lui permettra de créer de la valeur pour ses clients, son personnel, ses fournisseurs et ses actionnaires.

La conférence téléphonique portant sur les résultats financiers du premier trimestre de Wajax sera diffusée sur le Web. Vous êtes invité à l'écouter en direct en anglais le mardi 7 mai 2019 à 13 h (heure de l'Est). Pour ce faire, veuillez vous rendre à l'adresse wajax.com et cliquer sur le lien menant à la conférence Web sur la page « **Investor Relations** », « **Events and Presentations** », « **2019 Q1 2019 Financial Results** » (« Relations avec les investisseurs », « Événements et présentations », « Résultats du T1 2019 »).

Notes

- 1) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action pour le trimestre clos le 31 mars 2019 s'est établi respectivement à 19 977 618 (19 504 107 en 2018) et à 20 343 535 (20 177 396 en 2018).
- 2) Le « bénéfice net ajusté », le « résultat de base ajusté par action », la « marge du BAIIA », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté », le « BAIIA ajusté pro forma », le « carnet de commandes » et le « ratio de levier financier » n'ont pas de signification normalisée prescrite par les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). Le « BAIL » et le « fonds de roulement » sont des mesures conformes aux PCGR additionnelles. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles » du rapport de gestion de la Société du premier trimestre de 2019.
- 3) Bénéfice net, compte non tenu de ce qui suit :
 - a. Coûts de restructuration et autres coûts connexes de 0,7 million de dollars (1,2 million de dollars en 2018) après impôt, ou résultat de base par action de 0,04 \$ (0,06 \$ par action en 2018) et résultat dilué par action de 0,03 \$ (0,06 \$ par action en 2018), pour le trimestre clos le 31 mars 2019.
 - b. Profit de 0,9 million de dollars après impôt comptabilisé sur la vente de biens, ou résultat de base et dilué par action de (0,05)\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018.
 - c. Profits hors trésorerie liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de 0,4 million de dollars (néant en 2018) après impôt ou résultat de base et dilué par action de (0,02)\$ (néant en 2018) pour le trimestre clos le 31 mars 2019.
 - d. Coûts liés aux centres de service à la clientèle de 0,5 million de dollars (néant en 2018) après impôt, ou résultat de base et dilué par action de (0,03)\$ (néant en 2018) pour le trimestre clos le 31 mars 2019.
- 4) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers des périodes précédentes » du rapport de gestion du premier trimestre de 2019.
- 5) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette. Aux fins de comparaison, le ratio de levier financier pro forma au 31 décembre 2018 déterminé au moyen de la définition modifiée de la dette à long terme nette est présenté ci-dessus. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles » du rapport de gestion du premier trimestre 2019.
- 6) Le taux de fréquence des blessures déclarées est une méthode de calcul de la fréquence des blessures couramment utilisée par les sociétés industrielles. Il représente le nombre total d'incidents déclarés multiplié par 200 000 heures de travail et divisé par le nombre réel d'heures travaillées. Un incident déclaré est un incident qui nécessite un traitement médical autre que les premiers soins.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent communiqué de presse contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (collectivement, les « **énoncés prospectifs** »). Ces énoncés portent sur des événements futurs ou sur la performance future de la Société. Tous les énoncés, à l'exception des énoncés concernant des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On reconnaît souvent, mais pas toujours, les énoncés prospectifs à l'emploi de termes et d'expressions comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « planifier », « croire », « estimer », « projeter », ou des variantes de ces termes et expressions ou leur forme négative, ou des déclarations selon lesquelles certaines mesures ou certains événements ou résultats « peuvent », « devraient », « pourraient » ou « pourront », ou non, être prises, survenir ou se matérialiser. Ces énoncés comportent des risques et des incertitudes connus et inconnus et d'autres facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler et qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance et les réalisations réels diffèrent considérablement de ceux formulés, implicitement ou explicitement, dans ces énoncés prospectifs. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Par conséquent, le lecteur ne doit pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse ne sont valables qu'en date du présent communiqué de presse, ils reflètent les opinions actuelles de la direction et ils sont fondés sur l'information dont cette dernière dispose à l'heure actuelle. Même si la direction croit que les attentes dont il est fait état dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse ont notamment trait à nos attentes selon lesquelles l'augmentation des coûts d'un exercice à l'autre devrait être moindre au second semestre de 2019; à nos attentes selon lesquelles nous livrerons d'autres commandes de grandes pelles excavatrices minières en 2020; à nos attentes selon lesquelles les stocks de matériel plus élevés soutiendront notre plan de croissance des ventes; à nos attentes et à nos perspectives pour 2019, y compris nos attentes à l'égard de l'augmentation du bénéfice net ajusté d'un exercice à l'autre du fait de l'accroissement de nos produits et de l'incidence de l'acquisition de Delom sur un exercice complet, de même qu'à nos perspectives quant aux conditions régionales des marchés au Canada; à notre conviction que les conditions de marché actuelles dans l'ouest du Canada sont plus favorables que celles qui prévalaient en 2015 et en 2016 lorsque les prix de l'énergie étaient faibles; à notre intention de mettre en place notre nouveau progiciel de gestion intégré et nos nouveaux centres de service à la clientèle au cours du premier semestre de 2019; à notre conviction que les améliorations attendues du bénéfice en 2019 se feront sentir au second semestre de l'exercice; à notre ambition de devenir le premier fournisseur de produits et services industriels au Canada, en nous distinguant au moyen de nos capacités de base; et à notre conviction qu'en atteignant l'excellence dans nos champs de capacités de base, Wajax créera de la valeur pour ses clients, son personnel, ses fournisseurs et ses actionnaires. Ces énoncés reposent sur un certain nombre d'hypothèses qui pourraient se révéler inexactes, entre autres, de la conjoncture économique commerciale en général; l'offre et la demande pour le pétrole, le gaz naturel et d'autres marchandises ainsi que le cours du pétrole et des autres marchandises et leur volatilité; les conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; notre capacité à mettre la version actualisée de notre plan stratégique, y compris le perfectionnement de nos capacités de base, l'établissement de priorités en matière de croissance interne, la capacité de conclure et d'intégrer les acquisitions, comme celle de Delom, et la mise en place réussie de nouvelles plateformes de technologie de l'information de même que des nouveaux systèmes et logiciels; notre capacité à tirer parti de tous les avantages découlant de notre réorganisation stratégique de 2016, notamment des économies de coûts et des gains de productivité; la performance financière future de la Société; la performance financière future de la Société; les coûts de cette dernière; la concurrence sur ses marchés; l'aptitude de celle-ci à attirer et à fidéliser le personnel compétent, sa capacité d'acquérir des produits et des stocks de qualité et d'entretenir des relations avec ses fournisseurs, les membres de son personnel et ses clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Des facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents, notamment, la détérioration de la conjoncture économique et commerciale en général, la volatilité de l'offre et de la demande pour le pétrole, le gaz naturel et les autres marchandises ainsi que de leur cours; la poursuite ou le prolongement de la chute du cours du pétrole ou du gaz naturel, la fluctuation des

conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; le niveau de la demande pour les produits et services que nous offrons et leurs prix; le niveau de confiance et les dépenses des clients; l'acceptation de nos produits sur les marchés; la résiliation de contrats de distribution ou de contrats avec les fabricants d'équipement d'origine; des difficultés imprévues d'ordre opérationnel (comme la défaillance d'une usine, d'un équipement ou du mode de fonctionnement conformément aux spécifications ou aux attentes, la flambée des coûts, notre incapacité à réduire les coûts à la suite du ralentissement des activités du marché, le manque de produits ou de stocks de qualité, l'interruption de l'approvisionnement, les moyens de pression et les incidents imprévus touchant la santé, la sécurité et l'environnement); notre aptitude à attirer et à conserver le personnel compétent et notre capacité à entretenir les relations avec nos fournisseurs, nos employés et nos clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Le lecteur peut obtenir de plus amples renseignements sur les risques et incertitudes associés à ces énoncés prospectifs et aux activités de la Société dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui est déposée dans SEDAR. Les énoncés prospectifs contenus dans ce communiqué de presse sont présentés entièrement sous réserve de la présente mise en garde. La Société ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de ces énoncés prospectifs, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements postérieurs ou pour d'autres motifs, à moins que ce ne soit exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Pour un complément d'information, consulter notamment le rapport annuel de Wajax dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec les personnes suivantes :

Mark Foote, président et chef de la direction

Courriel : mfoote@wajax.com

Trevor Carson, vice-président, Planification financière et gestion des risques

Courriel : tcarson@wajax.com

Téléphone : 905-212-3300

Corporation Wajax

Rapport de gestion – T1 2019

Le rapport de gestion qui suit traite de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Wajax (« Wajax » ou la « Société ») pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Ce rapport de gestion doit être lu à la lumière de l'information contenue dans les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités de la Société et les notes y afférentes du trimestre clos le 31 mars 2019, les états financiers consolidés audités annuels de la Société et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et le rapport de gestion connexe. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion sont fondés sur l'information dont disposait la direction en date du 6 mai 2019.

La direction est responsable de l'information communiquée dans ce rapport de gestion ainsi que dans les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes, et a mis en place des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés visant à assurer que l'information utilisée en interne par la direction et communiquée en externe est essentiellement complète et fiable. Le conseil d'administration de Wajax a approuvé ce rapport de gestion ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes. En outre, le comité d'audit de Wajax joue, au nom du conseil d'administration, un rôle de surveillance à l'égard de la communication de toute l'information financière faite au public par Wajax et a passé en revue ce rapport de gestion ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes.

Sauf indication contraire, toute l'information financière comprise dans le présent rapport de gestion est exprimée en millions de dollars canadiens, sauf les données sur les calculs des ratios, les actions et les droits visant des actions et les données par action. On peut obtenir de l'information supplémentaire, notamment dans le rapport annuel et dans la notice annuelle de Wajax, dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Vue d'ensemble de Corporation Wajax

Fondée en 1858, Wajax (TSX : WJX) est l'un des fournisseurs de produits et services industriels les plus anciens et les plus diversifiés du Canada. La Société exploite un système de distribution intégré dont les activités incluent des services de vente et de pièces et du soutien technique à une grande variété de clients de secteurs d'activité qui reflètent la diversité de l'économie canadienne, notamment la construction, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, les secteurs industriel et commercial, les sables bitumineux, le transport, le traitement des métaux, le secteur public et les services publics et le pétrole et le gaz naturel.

Orientation stratégique et perspectives

La stratégie d'une Wajax unifiée vise à permettre aux clients d'avoir accès à l'ensemble de la gamme de produits et services de la Société et à offrir en tout temps un excellent service à la clientèle. Cette stratégie s'appuie sur les forces de la Société, soit une équipe de professionnels bien formés et dévoués, une vaste gamme de produits et de services, une grande expérience dans un large éventail de marchés, des relations solides avec d'importants fabricants et un réseau national de succursales. La Société s'emploie à offrir le meilleur à son équipe, à ses clients et à ses investisseurs en exécutant des plans clairs dans six grands volets :

- Investir dans l'équipe de Wajax – La sécurité, le bien-être et l'engagement de l'équipe de 2 800 techniciens, professionnels des ventes, membres du personnel de soutien et dirigeants de la Société constituent les assises de la Société. La Société est très fière des réalisations de l'équipe en matière de sécurité en milieu de travail, des progrès quant aux programmes de bien-être personnel et des programmes bonifiés de formation et de perfectionnement professionnel.
- Investir dans les clients de Wajax – La Société a le privilège d'appuyer 32 000 clients individuels partout au Canada, qu'il s'agisse de petits entrepreneurs locaux ou des plus grandes entreprises industrielles et de ressources naturelles du pays. Wajax continue d'élargir son programme « Écho des clients », qui évalue son service à la clientèle de façon détaillée pour chaque emplacement et partage ouvertement les commentaires des clients dans toute la Société. Pour un nombre croissant de clients d'envergure, le programme Écho des clients a également recours à des systèmes d'analyse et à des équipes spécialisées pour explorer les possibilités d'accroître la part du portefeuille des clients individuels de la Société.
- Exécuter une stratégie de croissance interne bien définie – la Société a classé ses dix catégories actuelles de produits et services en fonction de leur contribution à la croissance durable. Bien que Wajax soit concurrentielle dans toutes les catégories où elle est active, ces classifications garantissent une allocation appropriée des ressources (comme les stocks, le personnel et le marketing). Les classifications de la Société sont « croissance ciblée » (qui comprend les catégories construction, manutention de matériaux et services de réparation technique), « principales forces » (qui comprend les catégories pièces industrielles, exploitation forestière, activités de transport sur de grandes routes et systèmes de puissance / transport maritime) et « projets d'envergure / cycliques » (qui comprend les catégories exploitation minière, moteurs et transmissions et grues / services publics). La croissance interne visée par le plan stratégique de la Société devrait découler en majeure partie des catégories « croissance ciblée » en raison des possibilités relativement élevées d'accroître les parts de marché de la Société, de la résilience des marchés de l'après-vente, de l'étendue de la gamme de produits et services de la Société et des relations connexes avec les fabricants. En 2018, 53 % de la croissance des produits de la Société a découlé des catégories « croissance ciblée ».
- Une stratégie d'acquisitions éprouvée – Wajax a élaboré des critères d'acquisition clairs pour les marchés canadien et américain. Au Canada, l'accent est mis principalement sur les acquisitions qui permettent à la Société d'accroître sa présence dans le secteur des services de réparation technique (les « SRT ») et, accessoirement, d'étendre les activités de distribution existantes de la Société. Sur le marché américain, nous étudions surtout les possibilités de croissance liées aux activités de distribution qui fournissent une base pour enrichir à long terme le modèle multicatégories d'une Wajax unifiée. Les acquisitions sont prises en considération lorsqu'elles peuvent être réalisées selon des paramètres de levier acceptables, qu'elles sont conformes à la stratégie de la Société en matière de produits et services, qu'elles contribuent à la marge du BAIIA, qu'elles génèrent des économies d'échelle et qu'elles ont des équipes de gestion efficaces.

- Investir dans l'infrastructure de Wajax – La Société apporte d'importants changements à son infrastructure afin d'améliorer l'uniformité du service à la clientèle, de réduire les coûts fixes et d'ajouter de nouveaux circuits de vente dans un secteur de plus en plus axé sur la technologie. Les programmes d'infrastructure actuels de la Société comprennent la consolidation continue du réseau de succursales afin d'améliorer le service à la clientèle et de diminuer le coût de son empreinte physique. De plus, la Société investit dans de nouveaux systèmes d'information et de nouvelles capacités qui remplacent les anciens systèmes et fournissent une plateforme pour de nouvelles capacités de contact avec la clientèle. En 2018, la Société a terminé la majeure partie de la configuration et des essais de son nouveau progiciel de gestion intégré, dont la mise en œuvre devrait commencer au cours du premier semestre de 2019.
- Améliorations continues du modèle organisationnel d'une Wajax unifiée – En 2016, Wajax a réalisé des changements profonds à l'organisation de son équipe afin d'améliorer sa croissance, de favoriser la cohérence et de réduire ses coûts fixes. Au moment où ils ont été menés à bien, ces changements ont réduit les coûts d'environ 20 millions de dollars, principalement par la diminution des coûts liés au personnel administratif. Au fur et à mesure que la Société a pris de l'expansion, elle a réinvesti ces économies principalement dans des rôles générateurs de revenus, comme les professionnels de la vente et les techniciens. Wajax continue de raffiner son modèle organisationnel et prévoit d'autres améliorations au rapport coût-efficacité grâce principalement aux investissements technologiques.

Perspectives

Wajax prévoit des conditions de marché généralement stables dans l'Est et le centre du Canada en 2019. Les conditions de marché dans l'Ouest canadien devraient être moins favorables qu'en 2018. Dans cette région, l'activité demeure stable ou positive dans des marchés finaux importants comme les sables bitumineux et l'exploitation minière, mais elle devrait ralentir temporairement dans des secteurs comme le pétrole et le gaz naturel conventionnels, l'exploitation forestière, la construction et les marchés connexes. Wajax est d'avis que les conditions de marché pour 2019 dans l'Ouest canadien sont plus favorables que celles qui étaient observées lorsque les prix de l'énergie étaient faibles en 2015 et en 2016. Bien qu'elle reconnaisse l'incidence possible de ces conditions de marché, la Société n'a pas pour autant modifié ses objectifs financiers ou ses plans opérationnels, qui demeurent conformes aux objectifs initiaux de son plan stratégique. Wajax prévoit une augmentation du bénéfice net ajusté pour l'ensemble de l'exercice par rapport à 2018 en raison de l'amélioration des produits consolidés et de l'incidence sur l'exercice complet de l'acquisition de Groupe Delom inc. (« Delom »). L'année 2019 est une année charnière pour les grands projets tels que le nouveau progiciel de gestion intégré et les nouveaux centres de service à la clientèle, dont la mise en œuvre est prévue pour le premier semestre 2019. Selon la vision actuelle de la Société du calendrier des produits et des charges, le bénéfice devrait s'améliorer surtout au second semestre de l'exercice. Le ratio de levier financier devrait demeurer dans une fourchette acceptable et la Société conserve une flexibilité financière suffisante pour réaliser son plan d'affaires pour 2019. Se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles » et « Mise en garde concernant l'information prospective ».

Faits saillants du trimestre

- Les produits ont augmenté de 32,1 millions de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 374,6 millions de dollars au premier trimestre de 2019, contre 342,4 millions de dollars au premier trimestre de 2018.¹⁾ D'un point de vue régional :
 - Les produits dans l'Ouest canadien se sont établis à 159,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 1 % par rapport à l'exercice précédent; la forte poussée des ventes de pièces et de services dans le secteur de l'exploitation minière a été contrebalancée en partie par un recul des ventes dans les secteurs de la construction et des groupes électrogènes.
 - Les produits dans le centre du Canada se sont élevés à 74,4 millions de dollars, soit une hausse de 3 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des ventes des SRT, du fait essentiellement de l'acquisition de Delom au quatrième trimestre de 2018, et de la croissance des ventes dans les secteurs des groupes électrogènes, des grues et des services publics et des pièces industrielles, facteurs qui ont plus que contrebalancé la réduction des ventes dans le secteur de la construction.
 - Les produits dans l'Est canadien se sont élevés à 140,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent, attribuable à une croissance au chapitre des ventes dans la plupart des catégories de produits, dont une hausse des ventes des SRT découlant essentiellement de l'acquisition de Delom au quatrième trimestre de 2018 et des ventes dans le secteur de la manutention de matériaux.
- La marge bénéficiaire brute s'est établie à 19,5 %, soit 0,5 % plus élevée qu'à la période correspondante de 2018 et 2,3 % plus élevée d'un trimestre à l'autre par rapport au quatrième trimestre de 2018. La marge bénéficiaire brute s'est accrue en raison de la hausse des marges sur le service après-vente.
- Les frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits ont augmenté de 1,0 % pour s'établir à 15,2 % au premier trimestre de 2019, en comparaison de 14,2 % à la période correspondante de 2018.¹⁾ Les frais de vente et d'administration ont augmenté de 8,0 millions de dollars par rapport à ceux du premier trimestre de 2018 essentiellement en raison de la hausse des coûts liés au personnel, des coûts de vente et d'un profit de 1,1 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens en 2018.¹⁾ Comme il était prévu, la Société a engagé des coûts liés au personnel plus élevés au premier trimestre en raison de la hausse des effectifs d'un exercice à l'autre et de l'acquisition de Delom. La croissance des charges est conforme aux objectifs de ventes et aux plans de travail pour les grands projets de la Société pour 2019. L'augmentation des charges d'un exercice à l'autre devrait être moindre au cours du second semestre de 2019.
- Le BAII a augmenté de 0,9 million de dollars, ou 6,2 %, pour s'établir à 15,4 millions de dollars au premier trimestre de 2019, contre 14,5 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2018.^{1), 2)} L'augmentation d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à la hausse des produits et à l'acquisition de Delom au quatrième trimestre de 2018.
- La Société a dégagé un bénéfice net de 7,9 millions de dollars, ou 0,39 \$ par action, au premier trimestre de 2019, contre 9,3 millions de dollars, ou 0,48 \$ par action, pour la période correspondante de 2018.^{1), 2)} La Société a dégagé un bénéfice net ajusté de 8,7 millions de dollars, ou 0,43 \$ par action, au premier trimestre de 2019, contre 9,6 millions de dollars, ou 0,49 \$ par action, pour la période correspondante de 2018.^{1), 2)} Ces résultats tiennent compte de l'incidence négative de 0,02 \$ par action attribuable à l'adoption par la Société de l'IFRS 16, Contrats de location, (« IFRS 16 ») le 1^{er} janvier 2019 (se reporter à la rubrique « Modifications des méthodes comptables »).

- La marge du BAIIA ajusté est passée de 6,0 % au premier trimestre de 2018 à 7,9 % au premier trimestre de 2019.^{1), 2)} La marge du BAIIA ajusté tient compte de l'incidence favorable liée à l'adoption de l'IFRS 16.^{1), 2)} Se reporter à la rubrique « Modifications des méthodes comptables ».
- Le carnet de commandes de la Société s'établissait à 255,3 millions de dollars au 31 mars 2019, en hausse de 48,3 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au 31 décembre 2018, en raison surtout de l'augmentation des commandes dans les secteurs de l'exploitation minière, de la manutention de matériaux et de l'exploitation forestière. Le carnet de commandes de la Société s'est apprécié de 49,9 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au premier trimestre de 2018, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des commandes d'équipement dans le secteur de l'exploitation minière.²⁾
- Les stocks, d'un montant de 392,3 millions de dollars au 31 mars 2019, ont augmenté de 26,3 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2018, en raison de la hausse des stocks de nouveaux équipements, des stocks de pièces et des travaux en cours. Le niveau des stocks de nouveaux équipements est conforme à la planification des ventes de la Société. L'augmentation des stocks de pièces est alignée avec la croissance des parts de marché dans les catégories clés et avec l'accroissement des stocks pour le secteur de l'exploitation minière.
- Les fonds de roulement de 384,9 millions de dollars au 31 mars 2019 ont augmenté de 50,2 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2018 du fait essentiellement de l'accroissement des clients et autres débiteurs, des niveaux de stocks et de la baisse de l'impôt sur le résultat à payer. Les fonds de roulement moyens des quatre derniers trimestres en pourcentage des ventes selon une moyenne mobile 12 mois se sont établis à 22,8 %, ce qui représente une progression de 0,9 % par rapport au 31 décembre 2018 du fait essentiellement de la hausse des fonds de roulement moyens des quatre derniers trimestres.²⁾
- Le ratio de levier financier de la Société a augmenté pour s'établir à 2,89 fois au 31 mars 2019, comparativement à 2,45 fois au 31 décembre 2018.³⁾ Cette augmentation du ratio de levier financier s'explique avant tout par l'accroissement de l'endettement associé à une hausse des fonds de roulement, atténué par une hausse du BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois.²⁾
- Le 10 avril 2019, la Société a annoncé le départ de Darren Yaworsky, premier vice-président, Finances et chef des finances, pour des raisons personnelles.

Le 6 mai 2019, la Société a annoncé qu'à compter du 7 mai 2019, Stuart Auld occuperait les fonctions de premier vice-président, Finances et chef des finances. M. Auld s'est joint à l'équipe de la haute direction de Wajax en 2014 et exerçait jusqu'à tout récemment la fonction de premier vice-président, Ressources humaines et systèmes d'information de la Société. En plus de ses nouvelles fonctions, il conserve ses responsabilités liées aux systèmes d'information de la Société. Avant de se joindre à Wajax, M. Auld a cumulé plus de 30 ans d'expérience dans des postes de haute direction dans le domaine des finances pour des entreprises comme La Compagnie de la Baie d'Hudson et La Société Canadian Tire. M. Auld est également comptable agréé.

De plus, la Société a annoncé qu'à compter du 7 mai 2019, Irene Stretton occuperait la fonction de vice-présidente, Ressources humaines. Mme Stretton s'est jointe à l'équipe de la haute direction de Wajax en 2010 et exerçait jusqu'à tout récemment la fonction de directrice de la Rémunération globale. Avant de joindre les rangs de Wajax, Mme Stretton a cumulé 20 ans d'expérience en ressources humaines dans des postes de haute direction à La Brasserie Labatt du Canada, à la Compagnie Campbell du Canada et chez Aramark Canada Ltd.

Notes :

- 1) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».
- 2) Le « carnet de commandes », le « ratio de levier financier », le « bénéfice net ajusté », la « marge du BAIIA », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté » et le « BAIIA ajusté pro forma » n'ont pas de signification normalisée prescrite par les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). Le « BAII » et le « fonds de roulement » sont des mesures conformes aux PCGR additionnelles. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».
- 3) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette. Aux fins de comparaison, le ratio de levier financier pro forma au 31 décembre 2018 déterminé au moyen de la définition modifiée de la dette à long terme nette est présenté ci-dessus. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

Sommaire des résultats d'exploitation annuels

Faits saillants de l'état du résultat net

Pour les trimestres clos les 31 mars

	2019	2018 # (Données ajustées) ⁵⁾	Variation (en %)
Produits	374,6 \$	342,4 \$	9,4 %
Marge brute	73,2 \$	65,0 \$	12,6 %
Frais de vente et d'administration	56,8 \$	48,8 \$	16,4 %
Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements)	1,0 \$	1,7 \$	(41,2) %
Bénéfice avant charges financières et impôt sur le résultat ¹⁾	15,4 \$	14,5 \$	6,2 %
Charges financières	4,5 \$	1,7 \$	164,7 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat ¹⁾	10,9 \$	12,8 \$	(14,8) %
Charge d'impôt sur le résultat	3,0 \$	3,5 \$	(14,3) %
Bénéfice net	7,9 \$	9,3 \$	(15,1) %
- Bénéfice de base par action ²⁾	0,39 \$	0,48 \$	(18,8) %
- Bénéfice dilué par action ²⁾	0,39 \$	0,46 \$	(15,2) %
Bénéfice net ajusté ^{1), 3)}	8,7 \$	9,6 \$	(9,4) %
- Résultat de base par action ajusté ^{1), 2), 3)}	0,43 \$	0,49 \$	(12,2) %
- Résultat dilué par action ajusté ^{1), 2), 3)}	0,43 \$	0,47 \$	(8,5) %
BAIIA ajusté ¹⁾	29,7 \$	20,4 \$	45,6 %
Principaux ratios			
Marge bénéficiaire brute	19,5 %	19,0 %	
Frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits	15,2 %	14,2 %	
Marge du BAII ¹⁾	4,1 %	4,2 %	
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	7,9 %	6,0 %	
Taux d'impôt effectif	27,7 %	27,7 %	

Faits saillants de l'état de la situation financière

Aux	31 mars 2019	31 décembre # 2018	Variation (en %)
Clients et autres débiteurs	218,1 \$	206,3 \$	5,7 %
Stocks	392,3 \$	366,0 \$	7,2 %
Créditeurs et charges à payer	(260,5) \$	(253,0) \$	3,0 %
Autres montants liés au fonds de roulement ¹⁾	35,0 \$	15,4 \$	127,3 %
Fonds de roulement ¹⁾	384,9 \$	334,7 \$	15,0 %
Équipement de location	73,2 \$	73,7 \$	(0,7) %
Immobilisations corporelles	134,9 \$	59,0 \$	128,6 %
Dette à long terme nette ^{1), 4)}	272,4 \$	222,0 \$	22,7 %
Principal ratio :			
Ratio de levier financier ^{1), 4)}	2,89	2,45	

- 1) Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».
- 2) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action pour le trimestre clos le 31 mars 2019 s'est établi respectivement à 19 977 618 (19 504 107 en 2018) et à 20 343 535 (20 177 396 en 2018).
- 3) Bénéfice net, compte non tenu de ce qui suit :
 - a. coûts de restructuration et autres coûts connexes de 0,7 million de dollars (1,2 million de dollars en 2018) après impôt, ou résultat de base par action de 0,04 \$ (0,06 \$ par action en 2018) et résultat dilué par action de 0,03 \$ (0,06 \$ par action en 2018), pour le trimestre clos le 31 mars 2019.
 - b. profit de 0,9 million de dollars après impôt comptabilisé sur la vente de biens, ou résultat de base et dilué par action de (0,05)\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018.
 - c. profits hors trésorerie liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de 0,4 million de dollars (néant en 2018) après impôt ou résultat de base et dilué par action de (0,02)\$ (néant en 2018) pour le trimestre clos le 31 mars 2019.
 - d. coûts liés aux centres de service à la clientèle de 0,5 million de dollars (néant en 2018) après impôt, ou résultat de base et dilué par action de 0,03 \$ (néant en 2018) pour le trimestre clos le 31 mars 2019.
- 4) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette. Aux fins de comparaison, la dette à long terme nette et le ratio de levier financier pro forma au 31 décembre 2018 déterminé au moyen de la définition modifiée de la dette à long terme nette sont présentés dans le tableau ci-dessus.
- 5) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».

Résultats d'exploitation

Sources de produits

	2019	2018 (données ajustées) ¹⁾
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Ventes d'équipement	112,1 \$	123,9 \$
Location d'équipement	8,9 \$	8,0 \$
Pièces industrielles	93,4 \$	88,9 \$
Service après-vente	124,3 \$	105,7 \$
SRT/Autres	35,8 \$	15,9 \$
Total des produits	374,6 \$	342,4 \$

1) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».

Les produits ont augmenté de 9,4 %, ou 32,1 millions de dollars, pour s'établir à 374,6 millions de dollars au premier trimestre de 2019, contre 342,4 millions de dollars au premier trimestre de 2018. Cette augmentation des produits s'explique notamment par les facteurs énumérés précédemment concernant les résultats régionaux, ainsi que par les facteurs suivants :

- les ventes d'équipement ont diminué en raison de la baisse des ventes dans le secteur de la construction dans l'Ouest et le centre du Canada et de la diminution des ventes dans le secteur de l'exploitation minière dans l'Ouest canadien. Ces diminutions ont été atténuées par une hausse des ventes dans le secteur des groupes électrogènes dans le centre et l'Est du Canada et par l'accroissement des ventes dans les secteurs de la construction, de la manutention de matériaux et de l'exploitation forestière dans l'Est du Canada;
- les produits tirés des ventes de pièces industrielles ont augmenté en raison surtout de la hausse des ventes de roulements et de produits hydrauliques dans l'Est canadien;
- les ventes du service après-vente ont progressé du fait essentiellement de l'augmentation des ventes de pièces et de services dans le secteur de l'exploitation minière dans l'Ouest canadien;
- les ventes « SRT/autres » ont augmenté en raison d'une hausse des produits tirés des SRT dans l'Est du Canada, laquelle est essentiellement attribuable à l'acquisition de Delom au quatrième trimestre de 2018.

Carnet de commandes

Au 31 mars 2019, le carnet de commandes s'établissait à 255,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 48,3 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2018, attribuable essentiellement à l'augmentation des commandes dans les secteurs de l'exploitation minière, de la manutention de matériaux et de l'exploitation forestière. Au 31 mars 2019, le carnet de commandes s'établissait à 255,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 49,9 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018, du fait surtout de l'augmentation des commandes dans le secteur de l'exploitation minière.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 8,2 millions de dollars, ou 12,6 % au premier trimestre de 2019, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la progression des volumes. La marge bénéficiaire brute est passée de 19,0 % au premier trimestre de 2018 à 19,5 % au premier trimestre de 2019.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration ont augmenté de 8,0 millions de dollars au premier trimestre de 2019 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la montée des coûts liés au personnel et des coûts de vente et aux coûts de 0,7 million de dollars liés aux centres de service à la clientèle pour le trimestre à l'étude, et à un profit comptabilisé sur la vente de biens de 1,1 million de dollars en 2018. Les frais de vente et d'administration exprimés en pourcentage des produits ont augmenté, passant de 14,2 % au premier trimestre de 2018 à 15,2 % au premier trimestre de 2019.

Coûts de restructuration et autres coûts connexes

Au premier trimestre de 2018, la Société a entrepris le plan de réorganisation des finances et une réévaluation de la direction au sein de la fonction SRT. Le plan de réorganisation des finances devrait entraîner des coûts d'environ 5,6 millions de dollars, ce qui inclut les indemnités de départ, les coûts de gestion de projet et les coûts liés à la main-d'œuvre qui fait double emploi de façon provisoire, dont une tranche de 1,0 million de dollars a été comptabilisée au premier trimestre de 2019 et de 3,8 millions de dollars en 2018. Le solde de 0,8 million de dollars au titre des coûts prévus, se rapportant essentiellement à la gestion de projet et aux coûts liés à la main-d'œuvre qui fait double emploi de façon provisoire, sera passé en charges à mesure que les coûts sont engagés sur la durée restante du projet. La direction prévoit la réalisation quasi complète des travaux restants pour le premier semestre de 2019.

Charges financières

Au premier trimestre de 2019, les charges financières de 4,5 millions de dollars ont augmenté de 2,8 millions de dollars par rapport à celles du trimestre correspondant l'exercice précédent, du fait surtout de la hausse de la dette moyenne, laquelle découle de l'acquisition de Delom au cours du quatrième trimestre de 2018, et d'une charge d'intérêts marginale de 1,2 million de dollars à l'égard des actifs au titre de droits d'utilisation à la suite de l'adoption de l'IFRS 16 au premier trimestre de 2019. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif de la Société s'est établi à 27,7 % au premier trimestre de 2019 (27,7 % en 2018), comparativement au taux d'impôt prévu par la loi de 26,9 % (26,9 % en 2018), ce qui s'explique par l'incidence de charges non déductibles fiscalement. Le taux d'impôt prévu par la loi de 26,9 % est demeuré inchangé par rapport à 2018.

Bénéfice net

Au premier trimestre de 2019, la Société a comptabilisé un bénéfice net de 7,9 millions de dollars, ou 0,39 \$ par action, comparativement à 9,3 millions de dollars, ou 0,48 \$ par action, au premier trimestre de 2018. La diminution de 1,4 million de dollars du bénéfice net découle surtout d'une hausse des charges d'exploitation et des charges financières, contrebalancée en partie par une poussée des produits et de la marge brute et un recul des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,5 million de dollars après impôt.

Bénéfice net ajusté (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles »)

Le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2019 ne tient pas compte des coûts de restructuration et autres coûts connexes de 0,7 million de dollars après impôt, ou 0,04 \$ par action (1,2 million de dollars après impôt, ou 0,06 \$ par action en 2018), de certains coûts liés aux centres de service à la clientèle non récurrents de 0,5 million de dollars après impôt, ou 0,03 \$ par action (néant en 2018) et de profits hors trésorerie liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de 0,4 million de dollars après impôt, ou 0,02 \$ par action (néant en 2018).

Ainsi, le bénéfice net ajusté s'est établi à 8,7 millions de dollars, ou 0,43 \$ par action, au premier trimestre de 2019, ce qui représente une baisse de 0,9 million de dollars comparativement au bénéfice net ajusté de 9,6 millions de dollars, ou 0,49 \$ par action, inscrit à la période correspondante de 2018.

Résultat global

Au premier trimestre de 2019, le résultat global, établi à 6,5 millions de dollars, était composé d'un bénéfice net de 7,9 millions de dollars et d'une perte de 1,4 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global. La perte de 1,4 million de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour la période à l'étude découle principalement de pertes de 1,4 million de dollars réalisés sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie en cours à la clôture de la période et de profits de 0,1 million de dollars sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours des périodes précédentes reclassés au bénéfice net au cours de la période à l'étude.

Principales informations trimestrielles

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles consolidées non auditées pour les huit derniers trimestres.

	2019			2018			2017 (données ajustées) ²⁾		
	T4	T4	T3	T2	T1 ¹⁾	T4	T3	T2	
Produits	374,6 \$	389,8 \$	367,1 \$	382,3 \$	342,4 \$	375,5 \$	297,9 \$	325,9 \$	
Bénéfice net	7,9 \$	6,1 \$	9,1 \$	11,4 \$	9,3 \$	6,1 \$	8,1 \$	7,5 \$	
Résultat net par action									
- de base	0,39 \$	0,31 \$	0,46 \$	0,58 \$	0,48 \$	0,31 \$	0,41 \$	0,38 \$	
- dilué	0,39 \$	0,30 \$	0,45 \$	0,56 \$	0,46 \$	0,30 \$	0,40 \$	0,37 \$	

1) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».

2) La Société a ajusté les chiffres des périodes comparatives de ses états du résultat net et de la situation financière de 2017 en raison de l'adoption au 1^{er} janvier 2018 de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* et les chiffres des périodes comparatives de ses états du résultat net et de la situation financière de 2017 en raison des ajustements aux états financiers des périodes précédentes déterminés dans le cadre du plan de réorganisation des finances. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers des périodes précédentes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Bien qu'il soit difficile de prévoir les fluctuations trimestrielles des produits et du bénéfice net pendant les périodes de ralentissement des activités du secteur des ressources, les résultats du premier trimestre devraient subir l'incidence de la baisse saisonnière. De plus, d'importantes livraisons de tombereaux de chantier et de pelles excavatrices ainsi que d'ensembles de groupes électrogènes sont susceptibles de faire fluctuer les produits et le bénéfice net tout au long de l'exercice.

Pour le premier trimestre de 2018, le bénéfice net de 9,3 millions de dollars tient compte de coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,2 million de dollars après impôt et d'un profit comptabilisé sur la vente de biens de 0,9 million de dollars après impôt. Compte non tenu des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes et du profit comptabilisé sur la vente de biens, le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2018 s'est élevé à 9,6 millions de dollars. Au deuxième trimestre de 2018, le bénéfice net de 11,4 millions de dollars comprenait des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,9 million de dollars, après impôt. Compte non tenu des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes, le bénéfice net ajusté du deuxième trimestre de 2018 aurait été de 12,3 millions de dollars. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2018, établi à 9,1 millions de dollars, comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,4 million de dollars après impôt. Compte non tenu des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes, le bénéfice net ajusté du troisième trimestre de 2018 aurait été de 9,5 millions de dollars. Le bénéfice net de 6,1 millions de dollars pour le

quatrième trimestre de 2018 comprend des coûts de restructuration et autres charges connexes de 0,5 million de dollars après impôt, des pertes hors trésorerie liées à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de 1,5 million de dollars après impôt et des coûts de transaction de 0,3 million de dollars après impôt liés à Delom. Compte non tenu des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes, des pertes hors trésorerie liées à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés et des coûts de transaction liés à Delom, le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2018 s'est élevé à 8,3 millions de dollars.

Le bénéfice net de 7,9 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019 comprend des coûts de restructuration et autres charges connexes de 0,7 million de dollars après impôt, certains coûts liés aux centres de service à la clientèle non récurrents de 0,5 million de dollars après impôt et des profits hors trésorerie liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés de 0,4 million de dollars après impôt. Compte non tenu des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes, des coûts liés aux centres de service à la clientèle et des profits hors trésorerie liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés, le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2019 s'est élevé à 8,7 millions de dollars. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

Pour une analyse des résultats trimestriels précédents de Wajax, consulter les rapports de gestion trimestriels de Wajax déposés dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Situation financière consolidée

Structure du capital et principales mesures de la situation financière

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Capitaux propres	298,6 \$	297,0 \$
Dette à long terme nette ^{1), 2)}	272,4	222,0
Capital total	571,0 \$	519,0 \$
Ratio de la dette à long terme nette sur le capital total ^{1), 2)}	47,7 %	42,8 %
Ratio de levier financier ^{1), 2)}	2,89	2,45

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

2) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette. Aux fins de comparaison, la dette à long terme nette, le ratio de la dette à long terme nette sur le capital total et le ratio de levier financier pro forma au 31 décembre 2018 déterminé au moyen de la définition modifiée de la dette à long terme nette sont présentés dans le tableau ci-dessus. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes » des états financiers consolidés.

La Société a pour objectif de maintenir son ratio de levier financier entre 1,5 fois et 2,0 fois. Cependant, dans certains cas, la Société peut être disposée à maintenir un ratio de levier financier supérieur ou inférieur à cette fourchette pour soutenir des projets de croissance clés, des acquisitions ou faire fluctuer les niveaux du fonds de roulement pendant les variations des cycles économiques. Le ratio de levier financier actuel de la Société a été dynamisé par l'acquisition de Delom, la hausse du fonds de roulement, qui comprend l'augmentation des clients et autres débiteurs, les investissements effectués dans les stocks afin d'atteindre les objectifs de ventes de la Société et la réduction de l'impôt sur le résultat à payer en raison d'un important versement d'acomptes provisionnels réalisé au premier trimestre 2019. Se reporter à la rubrique « Dette à long terme nette » ci-après.

Capitaux propres

Au 31 mars 2019, les capitaux propres de la Société, se chiffrant à 298,6 millions de dollars, avaient augmenté de 1,6 million de dollars par rapport à ceux du 31 décembre 2018, du fait que le bénéfice de 7,9 millions de dollars a été supérieur aux dividendes déclarés de 5,0 millions de dollars.

Le capital social de la Société est compris dans les capitaux propres à l'état de la situation financière, et se résume comme suit :

	Nombre d'actions ordinaires	Montant
Actions émises et en circulation au 31 décembre 2018	20 132 194	182,0 \$
Actions ordinaires émises au titre du règlement des régimes de rémunération fondée sur des actions	27 473	0,5 \$
Actions émises et en circulation au 31 mars 2019	20 159 667	182,4 \$
Actions détenues en fiducie au 31 décembre 2018	(175 680)	(1,6) \$
Actions libérées au titre du règlement de certains régimes de rémunération fondée sur des actions	19 567	0,2 \$
Actions détenues en fiducie au 31 mars 2019	(156 113)	(1,4) \$
Actions émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, au 31 mars 2019	20 003 554	181,0 \$

À la date du présent rapport de gestion, la Société avait 20 003 554 actions ordinaires émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie.

Au 31 mars 2019, Wajax comptait quatre régimes de rémunération fondée sur des actions : le régime d'actionnariat de Wajax (le « RA »), le régime d'unités d'actions différées des administrateurs (le « RUADA »), le régime d'encouragement à moyen terme à l'intention des membres de la haute direction (le « REMT ») (les attributions aux termes du REMT étant composées d'unités d'actions liées au rendement (« UAR ») et d'unités d'actions incessibles (« UAI »)) et le régime d'unités d'actions différées (le « RUAD »).

Au 31 mars 2019, le nombre de droits en cours était de 312 131 (399 135 en 2018) aux termes du RA et du RUADA (régimes de droits visant des actions non émises), de 295 264 (685 311 en 2018) aux termes des UAR du REMT et du RUADA (régimes de droits visant des actions achetées sur le marché) et de 373 748 (16 642 en 2018) aux termes des UAI du REMT (régimes de droits réglés en trésorerie). Au 31 mars 2019 et au 31 mars 2018, la totalité des droits aux termes du RA et du RUADA étaient acquis. Selon le niveau de réalisation réel des cibles de performance relatives aux attributions liées aux UAI du REMT et aux attributions liées au RUAD en cours, le nombre d'actions acquises sur le marché nécessaires pour satisfaire les obligations de la Société pourrait être plus ou moins élevé.

Wajax a comptabilisé une charge de rémunération de 1,7 million de dollars pour le trimestre (1,0 million de dollars en 2018) à l'égard de ces régimes.

Dettes à long terme nettes (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles »)

	31 mars 2019	31 décembre 2018 (pro forma) ¹⁾
(Trésorerie) dette bancaire	(5,8) \$	3,9 \$
Dettes à long terme	278,2	218,1
Dettes à long terme nettes	272,4 \$	222,0 \$

1) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

La dette à long terme nette, qui s'élevait à 272,4 millions de dollars au 31 mars 2019, a augmenté de 50,4 millions de dollars par rapport à celle de 222,0 millions de dollars inscrite au 31 décembre 2018.¹⁾ L'augmentation au cours du trimestre s'explique principalement par des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 37,2 millions de dollars, par des versements de dividendes de 5,0 millions de dollars, par des paiements au titre des contrats de location-financement de 5,2 millions de dollars.¹⁾

Le ratio de la dette à long terme nette sur le capital total de la Société a augmenté, passant de 42,8 % au 31 décembre 2018 à 47,7 % au 31 mars 2019, ce qui s'explique essentiellement par la dette à long terme nette plus élevée au cours de la période à l'étude.

Le ratio de levier financier de la Société s'établissait à 2,89 fois au 31 mars 2019, ce qui représente une augmentation par rapport à celui de 2,45 fois enregistré au 31 décembre 2018, du fait d'une hausse de la dette en raison de l'accroissement du fonds de roulement, atténuée par un BAIIA ajusté pro forma des douze derniers mois plus élevé.¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles ».

Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

1) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette.

Instruments financiers

Wajax a recours à des instruments financiers dérivés dans la gestion de ses risques de change et de taux d'intérêt et du risque lié à la rémunération fondée sur des actions. La Société a pour principe de défendre l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation.

Wajax surveille la proportion qu'occupe la dette à taux variable dans l'ensemble de son portefeuille de dette et pourrait conclure des contrats de couverture de taux d'intérêt pour atténuer une partie du risque de taux d'intérêt sur sa dette à taux variable. Une variation des taux d'intérêt, notamment liée à la dette à taux variable non couverte de la Société, ne devrait pas avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation ou sur la situation financière de la Société à long terme.

Wajax a conclu des contrats de couverture des taux d'intérêt visant à réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt s'appliquant à sa dette à taux variable. Tous les contrats de couverture des taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers consolidés. Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018, Wajax avait les contrats de couverture de taux d'intérêt en cours suivants :

- Contrats d'un montant de 104,0 millions de dollars qui viennent à échéance en novembre 2023, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 2,70 %.

Dans le cours normal de ses activités, Wajax conclut des contrats de change de gré à gré afin de couvrir le cours de change à l'égard du coût de certains stocks entrants et de couvrir une certaine partie des ventes aux clients réalisées en monnaies étrangères et des créances qui y sont associées. Au 31 mars 2019, Wajax avait les contrats suivants en vigueur :

- contrats visant l'achat de 35,5 millions de dollars américains (l'achat de 34,3 millions de dollars américains au 31 décembre 2018);
- contrats visant la vente de 20,7 millions de dollars américains (la vente de 20,9 millions de dollars américains au 31 décembre 2018);
- contrats visant la vente de 2,5 millions d'euros (2,8 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Les contrats de change en dollars américains, prévoyant un cours de change moyen \$ US/\$ CA de 1,3145, viennent à expiration entre avril 2019 et août 2020.

Les contrats de change en euros, prévoyant un cours de change moyen €/ \$ CA de 1,5308, viennent à expiration entre avril 2019 et novembre 2019.

Wajax a conclu des swaps sur rendement total pour couvrir l'exposition au risque du cours des actions sur une catégorie de droits au titre du REMT qui sont réglés en trésorerie. Tous les swaps sur rendement total sont comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers consolidés. Au 31 mars 2019, Wajax avait les swaps sur rendement total en cours suivants :

- contrats visant un total de 235 000 actions d'une valeur initiale de 6,1 millions de dollars qui viennent à expiration entre mars 2020 et mars 2021.

Obligations contractuelles

Aucun changement significatif n'a été apporté aux obligations contractuelles de la Société depuis le 31 décembre 2018. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Financement hors bilan

Le 1^{er} janvier 2019, la société a mis en œuvre l'IFRS 16 et a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives respectivement de 81,2 millions de dollars et de 82,5 millions de dollars. Se reporter aux notes 9 et 11 des états financiers intermédiaires consolidés résumés et des notes y afférentes pour la période close le 31 mars 2019.

Il est possible, sans certitude raisonnable, que les contrats de location en vigueur soient renouvelés ou remplacés, ce qui aura pour effet de maintenir les engagements contractuels à leurs niveaux actuels. Wajax pourrait également engager des dépenses d'investissement pour acquérir une capacité équivalente.

Au 31 mars 2019, la Société disposait de 155,8 millions de dollars (129,0 millions de dollars au 31 décembre 2018) de stocks en consignation d'un grand fabricant, après des dépôts de 15,0 millions de dollars (13,0 millions de dollars au 31 décembre 2018). Dans le cours normal de ses activités, Wajax reçoit des marchandises en consignation de la part de ce fabricant, lesquelles sont habituellement vendues ou louées à des clients ou achetées par Wajax. Aux termes du programme de consignation, Wajax doit faire des dépôts périodiques au fabricant pour les marchandises en consignation qui sont louées aux clients de Wajax ou disponibles depuis plus de neuf mois. Ces marchandises en consignation ne sont pas comprises dans les stocks de Wajax puisque le fabricant conserve la propriété des biens. Si le programme de consignation de stocks prenait fin, Wajax aurait recours au financement sans intérêt si cette option lui était offerte par le fabricant et (ou) utiliserait sa facilité de crédit pour financer l'achat des stocks.

Bien que la direction estime actuellement que Wajax dispose d'une capacité d'emprunt suffisante, cette dernière pourrait devoir recourir au marché des actions ou au marché des titres d'emprunt ou réduire ses dividendes pour remédier à toute insuffisance aux termes de sa facilité de crédit. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Situation de trésorerie et ressources en capital

Les liquidités de la Société proviennent de diverses sources, notamment les facilités de crédit bancaires et non bancaires et les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation.

Facilités de crédit bancaires et non bancaires

Au 31 mars 2019, Wajax avait emprunté 280,0 millions de dollars et émis 5,6 millions de dollars de lettres de crédit, ce qui portait à 285,6 millions de dollars l'utilisation de sa facilité de crédit bancaire de 400 millions de dollars. La capacité d'emprunt aux termes de la facilité de crédit bancaire dépend du niveau des stocks disponibles et des créances clients impayées. Au 31 mars 2019, la capacité d'emprunt aux termes de la facilité de crédit bancaire correspondait à 400 millions de dollars.

La facilité est assortie des clauses restrictives habituelles, y compris des restrictions sur le versement des dividendes en espèces et sur le maintien du ratio de couverture des intérêts, qui étaient toutes satisfaites au 31 mars 2019. En particulier, la Société ne peut pas déclarer de dividendes si son ratio de levier financier, tel qu'il est défini dans la convention de la facilité de crédit bancaire, est supérieur à 4,0.

Aux termes de la facilité de crédit bancaire, Wajax est autorisée à contracter des emprunts additionnels portant intérêt de 25 millions de dollars. Elle dispose ainsi d'une facilité de financement sur stocks remboursable à vue pouvant atteindre 25 millions de dollars conclue avec deux prêteurs qui ne sont pas des institutions bancaires. Au 31 mars 2019, Wajax n'avait prélevé aucune somme sur la facilité de financement d'équipement portant intérêt.

Au 31 mars 2019, une tranche de 114,4 millions de dollars était disponible aux termes de la facilité de crédit bancaire et 25 millions de dollars étaient disponibles aux termes des facilités de crédit non bancaires. Au 6 mai 2019, Wajax disposait d'une facilité de crédit bancaire de 400 millions de dollars en plus de facilités de crédit additionnelles de 25 millions de dollars auprès de prêteurs qui ne sont pas des institutions bancaires, ce qui est autorisé aux termes de la facilité de crédit bancaire. Wajax maintient des liquidités suffisantes pour satisfaire aux besoins à court terme en fonds de roulement et en dépenses d'investissement de maintien ainsi que pour certains investissements stratégiques. Toutefois, Wajax pourrait devoir recourir au marché des actions ou au marché des titres d'emprunt pour financer des acquisitions importantes.

De plus, la tolérance de la Société au risque de taux d'intérêt diminue ou augmente à mesure que son ratio de levier financier s'accroît ou fléchit. Au 31 mars 2019, une tranche de 104 millions de dollars de la dette à long terme nette de la Société, ou 38 %, portait intérêt à un taux fixe, ce qui est conforme à la politique relative au risque de taux d'intérêt de la Société.

Flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les principales composantes des flux de trésorerie telles qu'elles sont présentées dans les tableaux des flux de trésorerie intermédiaires consolidés résumés des trimestres clos le 31 mars 2019 et le 31 mars 2018 :

Pour les trimestres clos les 31 mars	2019	2018 (données ajustées) ¹⁾	Variation
Bénéfice net	7,9 \$	9,3 \$	(1,4) \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie	21,7	10,4	11,3
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(36,5)	(19,6)	(16,9)
Charges financières payées	(4,4)	(1,6)	(2,8)
Impôt sur le résultat payé	(16,3)	(1,7)	(14,6)
Entrées d'équipement de location	(7,3)	(5,4)	(1,9)
Autres passifs non courants	(0,9)	(0,1)	(0,8)
Trésorerie versée au titre du règlement de swaps sur rendement total	(1,5)	—	(1,5)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(37,2) \$	(8,9) \$	(28,3) \$
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(2,5) \$	(1,0) \$	(1,5) \$
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	49,4 \$	(1,8) \$	51,2 \$

1) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».

Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 37,2 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019, comparativement à des sorties de 8,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à une baisse des entrées de trésorerie découlant des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation de 16,9 millions de dollars et à une augmentation de 14,6 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé du fait surtout de l'impôt sur le résultat payable relativement aux exercices précédents.

Au premier trimestre de 2019, les entrées d'équipement de location se sont établies à 7,3 millions de dollars (5,4 millions de dollars en 2018) et se rapportent principalement aux chariots élévateurs.

Les principaux éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation, ainsi que leurs variations pour les trimestres clos le 31 mars 2019 et le 31 mars 2018, se présentent comme suit :

Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation¹⁾

Pour les trimestres clos les 31 mars	2019	2018 (données ajustées) ²⁾
Clients et autres débiteurs	(12,0) \$	3,7 \$
Actifs sur contrat	(6,4)	2,6
Stocks	(23,6)	(22,0)
Dépôts sur les stocks	(2,0)	0,5
Charges payées d'avance	(0,8)	(0,7)
Créditeurs et charges à payer	7,9	(5,0)
Passifs sur contrat	0,5	1,1
Total des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(36,5) \$	(19,6) \$

1) Augmentation (diminution) des flux de trésorerie.

2) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».

Les principales composantes des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2019 comparativement au trimestre clos le 31 mars 2018 sont les suivantes :

- Les clients et autres débiteurs ont augmenté de 12,0 millions de dollars en 2019, tandis qu'ils avaient diminué de 3,7 millions de dollars en 2018. L'augmentation en 2019 découle principalement des créances clients plus élevées de certains clients importants du secteur de l'exploitation minière au premier trimestre.
- Les actifs sur contrat ont augmenté de 6,4 millions de dollars en 2019, contre une diminution de 2,6 millions de dollars en 2018. La hausse observée en 2019 découle principalement de l'augmentation des contrats en cours en raison essentiellement de l'acquisition de Delom.
- Les stocks ont augmenté de 23,6 millions de dollars en 2019, tandis qu'ils avaient augmenté de 22,0 millions de dollars en 2018. L'augmentation en 2019 découle essentiellement de l'accroissement des stocks de nouveaux équipements, des stocks de pièces et des travaux en cours. L'augmentation en 2018 découlait essentiellement de l'accroissement des stocks pour le secteur de la construction.
- Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 7,9 millions de dollars en 2019, comparativement à une baisse de 5,0 millions de dollars en 2018. L'augmentation en 2019 s'explique principalement par un accroissement des charges à payer. La diminution en 2018 s'explique principalement par une réduction des comptes fournisseurs se rapportant aux stocks d'équipement d'exploitation minière, atténuée par le paiement des primes incitatives annuelles de 2017.

Activités d'investissement

Au cours du premier trimestre de 2019, Wajax a investi 1,5 million de dollars au titre des entrées d'immobilisations corporelles, comparativement à 1,3 million de dollars pour le premier trimestre de 2018. Les entrées d'immobilisations incorporelles se sont établies à 1,1 million de dollars au premier trimestre de 2019 (1,3 million de dollars en 2018) et s'expliquent avant tout par les entrées au titre des logiciels du nouveau progiciel de gestion intégré qui est actuellement mis en place.

Activités de financement

Pour le premier trimestre de 2019, la Société a inscrit des entrées de trésorerie liées aux activités de financement de 49,4 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 1,8 million de dollars pour le trimestre correspondant de 2018. Les activités de financement réalisées au cours du trimestre comprennent un emprunt net sur la facilité de crédit bancaire de 60,0 millions de dollars (4,0 millions de dollars en 2018), contrebalancé en partie par le paiement d'obligations locatives de 5,2 millions de dollars (0,9 million de dollars en 2018) et par des versements de dividendes aux actionnaires de 5,0 millions de dollars (4,9 millions de dollars en 2018).

Dividendes

Les dividendes aux actionnaires ont été déclarés et sont payables aux actionnaires inscrits comme suit :

Date de clôture des registres	Date de versement	Par action	Montant
29 mars 2019	2 avril 2019	0,25 \$	5,0 \$
Trimestre clos le 31 mars 2019		0,25 \$	5,0 \$

Le 6 mai 2019, la Société a déclaré un dividende de 0,25 \$ par action pour le deuxième trimestre de 2019, payable le 3 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 14 juin 2019.

Estimations comptables critiques

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS impose à la direction d'exercer son jugement, de faire des estimations et de poser des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces jugements, estimations et hypothèses. La Société fonde ses estimations sur l'expérience passée et sur diverses autres hypothèses qui sont considérées comme raisonnables dans les circonstances.

Les éléments à l'égard desquels la direction porte des jugements et pose des hypothèses importants pour déterminer les montants à présenter dans les états financiers comprennent le compte de correction de valeur pour pertes sur créances, l'obsolescence des stocks et le goodwill et les immobilisations incorporelles.

Les hypothèses clés formulées pour l'avenir et sur les autres sources majeures d'incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant s'établissent comme suit :

Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

La Société est exposée à un risque de crédit relativement à ses clients et autres débiteurs. Toutefois, ce risque est atténué en partie par la diversité de la clientèle de la Société, qui compte plus de 32 000 clients sans qu'aucun d'eux ne représente plus de 10 % des ventes consolidées annuelles de la Société, et qui est active dans bon nombre de secteurs d'activité partout au Canada. En outre, la clientèle de la Société comprend d'importantes sociétés ouvertes, de petits entrepreneurs indépendants, des équipementiers et différents ordres de

gouvernement. La Société a mis en place un programme d'évaluation du crédit des clients, et elle limite le montant du crédit accordé quand elle le juge approprié. Elle maintient un compte de correction de valeur pour pertes sur créances potentielles et, à ce jour, les pertes subies ont été conformes aux attentes de la direction. Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances est établi selon une estimation des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, compte tenu de l'expérience passée de la Société en matière de perception des paiements et des modifications observables et des prévisions de la conjoncture économique à venir corrélées avec les défaillances sur les créances. Lorsque la Société est certaine qu'aucun recouvrement des montants exigibles n'est possible, le montant est jugé irrécouvrable et l'actif financier est sorti du bilan. Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances de 1,1 million de dollars au 31 mars 2019 a augmenté de 0,1 million de dollars par rapport à celle de 1,0 million de dollars inscrite au 31 décembre 2018. Selon les variations de la conjoncture économique, il existe un risque que la Société soit confrontée à un nombre de cas de défaut plus élevés par rapport à 2018, ce qui se traduirait par une augmentation des charges.

Obsolescence des stocks

La direction procède à l'évaluation pièce par pièce de la valeur de l'équipement neuf et d'occasion ainsi que des pièces de valeur élevée de la Société tout au long de l'exercice. Au besoin, des provisions sont constituées pour s'assurer que la valeur comptable de l'équipement et des pièces est évaluée au coût ou à la valeur de réalisation nette estimative, suivant le montant le plus bas. La Société effectue une analyse de l'âge des stocks afin de déterminer les stocks de pièces de valeur moindre difficiles à écouler ou obsolètes et évalue les provisions pour obsolescence adéquates s'y rapportant. La Société tire parti des programmes offerts par les fournisseurs qui permettent de retourner certaines pièces contre crédit pendant certaines périodes. La provision pour dépréciation des stocks obsolètes imputée aux résultats a représenté une charge 1,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2019 (1,2 million de dollars en 2018). Selon les variations de la conjoncture économique, il est possible que la Société soit confrontée à un accroissement du risque d'obsolescence des stocks par rapport aux périodes précédentes, ce qui se traduirait par une augmentation des charges.

Goodwill et immobilisations incorporelles

La valeur d'utilité du goodwill et des immobilisations incorporelles a été estimée à l'aide de prévisions portant sur les cinq prochaines années préparées par la direction. Les hypothèses clés de l'estimation ont trait aux produits bruts, à la marge brute, au taux d'actualisation et au fonds de roulement requis pour soutenir les activités. Les estimations se fondent sur les résultats passés et les attentes de la direction quant à l'évolution du marché ainsi que sur les mesures de croissance prévues.

La Société effectue un test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles annuellement à moins qu'il n'existe un indice précoce que ces actifs aient pu se déprécier, auquel cas le test de dépréciation serait effectué plus tôt. Il n'y a eu aucun indice de dépréciation précoce au cours du trimestre clos le 31 mars 2019.

Changement de méthodes comptables

Normes comptables adoptées au cours de la période

IFRS 16, Contrats de location

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté la norme IFRS 16 selon une méthode de transition rétrospective modifiée.

En qualité de preneur

Les actifs et les passifs visés par un contrat de location sont évalués initialement sur la base de la valeur actualisée. Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer restants (y compris les paiements fixes en substance), minorée des avantages incitatifs à la location à recevoir, des paiements variables fondés sur un indice ou un taux, des montants que le bailleur s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, du prix d'exercice d'une option d'achat si le preneur a la certitude raisonnable d'exercer cette option et des paiements au titre des pénalités relatives à la résiliation anticipée d'un contrat de location à moins que la Société n'ait la certitude raisonnable de ne pas effectuer de résiliation anticipée. Les paiements au titre de la location sont actualisés selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être déterminé facilement, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. Les actifs au titre de droits d'utilisation connexes sont évalués au montant de l'obligation locative le 1^{er} janvier 2019, ajusté de tout montant des loyers payés d'avance ou à payer relativement aux contrats de location comptabilisés dans l'état de la situation financière immédiatement avant la date de transition, sans incidence sur les résultats non distribués.

L'obligation locative a été et doit être évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et doit être réévaluée s'il y a une modification aux paiements de loyer futurs, s'il y a un changement aux montants estimés par la Société que le preneur s'attend à devoir payer ou si la Société revoit sa décision d'exercer une option d'achat, de renouvellement ou de résiliation. L'actif au titre du droit d'utilisation a été et doit être amorti par la suite selon le mode linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Si une obligation locative est réévaluée, l'ajustement correspondant doit être effectué à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou au résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

La Société a choisi de ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives liés aux contrats de location à court terme, lesquels correspondent à un contrat de location dont la durée est de 12 mois ou moins et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyer respectifs à l'égard de ces contrats de location sont comptabilisés à l'état du résultat net selon la méthode linéaire, à moins qu'une méthode différente ne soit réputée être plus appropriée.

En qualité de bailleur

Il n'y a eu aucune incidence importante au titre de la comptabilisation pour le bailleur à la suite de l'adoption de l'IFRS 16.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 se présente comme suit :

	Données présentées au 31 décembre 2018	Incidence de l'adoption de l'IFRS 16	Solde d'ouverture ajusté au 1 ^{er} janvier 2019
Immobilisations corporelles	59,0 \$	81,2 \$	140,2 \$
Créditeurs et charges à payer	253,0	(1,3)	251,6
Obligations locatives - partie courante	4,6	14,0	18,6
Obligations locatives - partie non courante	9,1	68,5	77,6

Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes

Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives.

L'incidence des autres ajustements sur les états intermédiaires consolidés résumés de la situation financière de la Société pour la période précédente est la suivante :

	Données présentées antérieurement 31 mars 2018	Autres ajustements	Données ajustées 31 mars 2018
Stocks	339,6 \$	(0,2) \$	339,4 \$
Équipement de location	58,9	(0,8)	58,1
Créditeurs et charges à payer	218,6	13,3	231,8
Impôt sur le résultat à payer	3,8	(2,3)	1,5
Passifs d'impôt différé	1,2	(0,4)	0,8
Autres passifs	0,4	(0,4)	0,1
Résultats non distribués	104,3	(11,3)	93,0

L'incidence des autres ajustements sur l'état intermédiaire consolidé résumé du résultat net de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est la suivante :

	Données présentées	Autres ajustements	Données ajustées
Produits	342,7 \$	(0,3) \$	342,4 \$
Coût des ventes	276,4	1,1	277,4
Frais de vente et d'administration	49,0	(0,2)	48,8
Coûts de restructuration et autres coûts connexes	2,0	(0,3)	1,7
Charge d'impôt sur le résultat	3,8	(0,2)	3,5
Bénéfice net	9,9	(0,6)	9,3
Résultat de base par action	0,51 \$	(0,03) \$	0,48 \$
Résultat dilué par action	0,49 \$	(0,03) \$	0,46 \$

L'incidence des autres ajustements sur le tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidé résumé de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est la suivante :

	Données présentées	Autres ajustements	Données ajustées
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	9,9 \$	(0,6) \$	9,3 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	0,3	(0,2)	0,1
Charge d'impôt sur le résultat	3,8	(0,2)	3,5
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(21,0)	1,4	(19,6)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(9,2)	0,3	(8,9)
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles	(1,0)	(0,3)	(1,3)

Gestion des risques et incertitudes

Comme la plupart des entreprises, Wajax est assujettie à un grand nombre de risques et d'incertitudes liés au marché et au secteur qui pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats d'exploitation et sur sa capacité à verser des dividendes en espèces aux actionnaires. Wajax s'efforce d'atténuer un grand nombre de ces risques en diversifiant ses activités principales et en établissant ses entreprises dans diverses régions. Elle a, en outre, adopté un processus d'évaluation annuelle de la gestion des risques d'entreprise conçu par la haute direction de la Société, lequel est sous la surveillance du conseil d'administration et des comités de ce conseil. Le cadre de gestion des risques d'entreprise énonce les principes et les outils devant servir à l'identification, à l'évaluation, à l'établissement de l'ordre de priorité et à la gestion des risques de manière efficace et uniforme à l'échelle de la Société. Toutefois, un certain nombre de risques qui nécessitent une attention particulière sont décrits en détail dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2018, déposé dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Il ne s'est produit aucun changement important dans les activités de Wajax qui nécessite une mise à jour de l'analyse des risques applicables présentée dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de Wajax d'établir et de maintenir, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF »).

Au 31 mars 2019, la direction de Wajax, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, avait conçu des CPCI pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être communiquée par Wajax dans le cadre du dépôt de documents annuels, intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou soumis en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable est inscrite, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits dans la législation en valeurs mobilières. Les CPCI visent à assurer que l'information qui doit être communiquée par Wajax dans le cadre du dépôt de documents annuels, intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou soumis en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable est compilée et communiquée à la direction de Wajax, y compris, au besoin, au chef de la direction et au chef des finances pour favoriser la prise de décisions éclairées en temps opportun.

Au 31 mars 2019, la direction de Wajax, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, avait conçu un CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Ce faisant, la direction a utilisé les critères établis dans la version de 2013 du document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « COSO »). En ce qui concerne les contrôles généraux à l'égard de la technologie de l'information, la direction a également utilisé le référentiel COBIT (Control Objectives for Information and Related Technology) créé par l'IT Governance Institute. La Société n'a pas tenu compte du CIIF de Delom, acquise le 16 octobre 2018, dans son évaluation, comme il en est fait mention à la note 6 des états financiers consolidés et notes y afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Le total des produits assujetti au CIIF de Delom représentait 5 % du total des produits consolidés de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Le total des actifs assujettis au CIIF de Delom représentait 5 % du total des actifs consolidés de la Société au 31 mars 2019.

Aucun changement qui aurait eu ou dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il ait vraisemblablement une incidence importante sur le CIIF de Wajax n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 31 mars 2019.

Mesures non conformes aux PCGR et mesures conformes aux PCGR additionnelles

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non conformes aux PCGR et des mesures conformes aux PCGR additionnelles qui n'ont pas de sens normalisé aux termes des PCGR. En conséquence, il est possible que ces mesures financières ne puissent pas être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs doivent garder à l'esprit que ces mesures ne doivent pas être interprétées comme des substituts au bénéfice net ou aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, aux activités d'investissement et aux activités de financement tels qu'établis par les PCGR à titre d'indicateurs de la performance de la Société. La direction de la Société est d'avis que :

- i) ces mesures sont couramment présentées et utilisées par des investisseurs et la direction;
- ii) les mesures non conformes aux PCGR sont couramment utilisées à titre d'indicateur de la performance d'exploitation en trésorerie de la Société, de la rentabilité et de sa capacité à lever des fonds et à rembourser sa dette;

- iii) les mesures conformes aux PCGR additionnelles sont couramment utilisées pour évaluer les résultats de la Société, à l'exclusion de sa structure de capital et de sa structure fiscale;
- iv) le « bénéfice net ajusté » et le « résultat de base et dilué par action ajusté » donnent une indication des résultats des principales activités de la Société avant la prise en compte des coûts (des recouvrements) et des pertes (profits) non récurrents liés aux instruments dérivés non couverts et aux régimes de rémunération sous forme de REMT fondés sur des actions. Ces ajustements du bénéfice net et du bénéfice de base et dilué par action permettent à la direction de la Société de comparer les périodes de manière cohérente en excluant les charges non fréquentes engagées hors du cours normal des activités commerciales principales de la Société, ainsi que l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt et du cours de l'action de la Société;
- v) le « BAIIA ajusté » présente une indication des résultats des activités commerciales principales de la Société avant comptabilisation des coûts (recouvrements) non récurrents et des pertes (profits) attribuables aux instruments dérivés non couverts et aux régimes de rémunération sous forme de REMT fondés sur des actions. Ces ajustements du BAIIA permettent à la direction de la Société de comparer les périodes de manière cohérente en excluant les charges non fréquentes engagées hors du cours normal des activités principales de la Société, ainsi que l'incidence de la fluctuation des charges financières liées à la structure du capital, aux taux d'imposition, aux actifs à long terme et au cours de l'action de la Société;
- vi) le « BAIIA ajusté pro forma » utilisé pour calculer le ratio d'endettement présente une indication des résultats des activités commerciales principales de la Société, ajustés pour tenir compte du BAIIA des acquisitions d'entreprises survenues au cours de la période à l'étude comme si elles étaient survenues au début de la période de 12 mois consécutifs, selon les modalités de la facilité de crédit bancaire et avant la comptabilisation de tous coûts (recouvrements), pertes (profits) attribuables aux instruments dérivés non récurrents et régimes de rémunération à base d'actions.

Les mesures financières non conformes aux PCGR sont celles définies ci-après :

Dettes à long terme nette	La dette à long terme nette comprend la dette bancaire et le total de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie. La dette à long terme nette est pertinente aux fins du calcul du ratio de la dette à long terme nette sur le capital total de la Société, lequel est une mesure non conforme aux PCGR couramment utilisée comme indicateur de la capacité d'une société à lever des fonds et à rembourser sa dette.
Dettes	La dette comprend la dette à long terme nette et des lettres de crédit. Elle est pertinente aux fins du calcul du ratio de levier financier de la Société, lequel est une mesure non conforme aux PCGR couramment utilisée comme indicateur de la capacité d'une société à lever des fonds et à rembourser sa dette.
BAIIA	Acronyme qui désigne le bénéfice net (la perte nette) avant charges financières, impôt sur le résultat et amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles.
Marge du BAIIA	S'entend du BAIIA divisé par les produits, présentés dans les états intermédiaires consolidés résumés du résultat net.
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	Bénéfice net (perte nette) avant coûts de restructuration et autres coûts (recouvrements) connexes après impôt, (profit) perte comptabilisé(e) sur la vente de biens, pertes (profits) hors trésorerie lié(e)s à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés et coûts liés aux centres de service à la clientèle.
Résultat net de base et dilué par action ajusté	Résultat de base et dilué par action avant (recouvrements) coûts de restructuration et autres coûts connexes après impôt, (profit) perte comptabilisé(e)

sur la vente de biens, pertes (profits) hors trésorerie lié(e)s à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés, coûts liés aux centres de service à la clientèle.

BAlIA ajusté	BAlIA avant coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements) après impôt, (profit) perte comptabilisé(e) sur la vente de biens, pertes (profits) hors trésorerie lié(e)s à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés, coûts liés aux centres de service à la clientèle.
Marge du BAlIA ajusté	S'entend du BAlIA ajusté divisé par les produits, présentés dans les états intermédiaires consolidés résumés du résultat net.
BAlIA ajusté pro forma	S'entend du BAlIA ajusté, lequel est ajusté pour tenir compte du BAlIA des acquisitions d'entreprises survenues au cours de la période à l'étude comme si elles étaient survenues au début de la période de douze mois consécutifs et selon les modalités de la facilité de crédit bancaire.
Ratio de levier financier	Ratio qui représente la dette établie à la clôture d'un trimestre en particulier, divisée par le BAlIA ajusté pro forma des douze derniers mois. La Société a pour objectif de maintenir son ratio de levier financier dans une fourchette comprise entre 1,5 fois et 2,0 fois.
Ratio de la dette à long terme nette sur le capital total	Ratio qui correspond à la dette à long terme nette, divisée par le capital total, ce dernier représentant la dette à long terme nette, majorée des capitaux propres.
Carnet de commandes	Le carnet de commandes est un indicateur de gestion qui comprend la valeur de vente totale des promesses d'achat des clients pour des livraisons ou des mises en service à venir d'équipement, de pièces et de services connexes. Il diffère des obligations de prestation qui restent à remplir définies aux termes de l'IFRS 15.

Les mesures conformes aux PCGR additionnelles sont celles définies ci-après :

Bénéfice (perte) avant charges financières et impôt sur le résultat (« BAlI »)	Bénéfice (perte) avant charges financières et impôt sur le résultat, présenté dans les états intermédiaires consolidés résumés du résultat net.
Marge du BAlI	S'entend du BAlI divisé par les produits, présentés dans les états intermédiaires consolidés résumés du résultat net.
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat (« BAl »)	Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat, présenté dans les états intermédiaires consolidés résumés du résultat net.
Fonds de roulement	S'entend des actifs courants minorés des passifs courants, présentés dans les états intermédiaires consolidés résumés de la situation financière.
Autres montants liés au fonds de roulement	S'entend du fonds de roulement minoré des clients et autres débiteurs et des stocks, majoré des créditeurs et charges à payer, présentés dans les états intermédiaires consolidés résumés de la situation financière.

Le rapprochement du bénéfice net et du bénéfice net ajusté et du résultat net de base et dilué par action ajusté de la Société se présente comme suit :

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2019	2018
		(données ajustées) ³⁾
Bénéfice net	7,9 \$	9,3 \$
Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements), après impôt	0,7	1,2
Profit comptabilisé sur la vente de biens, après impôt	—	(0,9)
Profits hors trésorerie liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés, après impôt	(0,4)	—
Coûts liés aux centres de service à la clientèle	0,5	—
Bénéfice net ajusté	8,7 \$	9,6 \$
Résultat de base par action ajusté^{1), 2)}	0,43 \$	0,49 \$
Résultat dilué par action ajusté^{1), 2)}	0,43 \$	0,47 \$

1) Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, le nombre d'actions de base et après dilution en circulation était respectivement de 19 977 618 et de 20 343 535.

2) Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le nombre d'actions de base et après dilution en circulation était respectivement de 19 504 107 et de 20 177 396.

3) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».

Le rapprochement du bénéfice net et du BAI, du BAI, du BAIIA, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté pro forma de la Société se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de douze mois closes les	
	31 mars 2019	31 mars 2018 (données ajustées) ¹⁰⁾	31 mars 2019	31 décembre 2018
Bénéfice net	7,9 \$	9,3 \$	34,5 \$	35,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	3,0	3,5	13,4	14,0
BAI	10,9	12,8	47,9	49,8
Charges financières ¹⁾	4,5	1,7	11,6	8,8
BAII	15,4	14,5	59,5	58,6
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ³⁾	13,1	5,3	34,8	27,0
BAIIA	28,5	19,8	94,3	85,6
Coûts de restructuration et autres coûts connexes (recouvrements) ²⁾	1,0	1,7	3,5	4,1
Profit comptabilisé sur la vente de biens ⁴⁾	—	(1,1)	—	(1,2)
(Profits) pertes hors trésorerie lié(e)s à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés ⁵⁾	(0,5)	—	1,7	2,2
Coûts de transaction liés à Delom ⁶⁾	—	—	0,5	0,5
Coûts liés aux centres de service à la clientèle ⁷⁾	0,7	—	0,7	—
BAIIA ajusté	29,7 \$	20,4 \$	100,5 \$	91,2 \$
BAIIA ajusté pro forma tenant compte de l'acquisition de Delom ⁸⁾	—	—	4,2	6,3
BAIIA ajusté pro forma, données présentées antérieurement	29,7 \$	20,4 \$	104,7 \$	97,5 \$
Paiements d'obligations locatives ⁹⁾	(5,2)	(0,9)	(8,5)	(4,2)
BAIIA ajusté pro forma	24,5 \$	19,5 \$	96,3 \$	93,3 \$

1) Du fait de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a engagé un coût financier de 1,2 million de dollars compris dans les charges financières pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

2) Du fait de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a engagé une charge d'amortissement de 4,4 millions de dollars comprise dans les amortissements pour le trimestre clos le 31 mars 2019.

3) Pour le trimestre clos le 31 mars 2019 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,0 million de dollars comptabilisés au cours du premier trimestre de 2019.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,7 million de dollars comptabilisés au cours du premier trimestre de 2018.

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2019 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,0 million de dollars comptabilisés au cours du premier trimestre de 2019, des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,7 million de dollars comptabilisés au cours du quatrième trimestre de 2018, des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 0,6 million de dollars comptabilisés au cours du troisième trimestre de 2018 et des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 1,2 million de dollars comptabilisés au cours du deuxième trimestre de 2018.

Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2018 – Comprend des coûts de restructuration et d'autres coûts connexes de 4,1 millions de dollars comptabilisés en 2018.

4) Pour le trimestre clos le 31 mars 2018 – Comprend le profit de 1,1 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens inscrit au cours du premier trimestre de 2018.

Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2018 – Comprend le profit de 1,2 million de dollars comptabilisé sur la vente de biens inscrit au cours de 2018.

- 5) Pour le trimestre clos le 31 mars 2019 – Comprend les profits hors trésorerie de 0,5 million de dollars liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés comptabilisées au cours du premier trimestre de 2019.
Pour la période de douze mois close le 31 mars 2019 – Comprend les profits hors trésorerie de 0,5 million de dollars liés à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés comptabilisées au cours du premier trimestre de 2019 et les pertes hors trésorerie de 2,2 millions de dollars liées à l'évaluation à la valeur de marché des instruments dérivés comptabilisées au cours du quatrième trimestre de 2018.
- 6) Pour les périodes de douze mois closes le 31 mars 2019 et le 31 décembre 2018 – Comprend des coûts de transaction liés à Delom de 0,5 million de dollars comptabilisés au quatrième trimestre de 2018.
- 7) Pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 mars 2019 – Comprend des coûts liés aux centres de service à la clientèle de 0,7 million de dollars comptabilisés au cours du premier trimestre de 2019.
- 8) Pour la période de douze mois close le 31 mars 2019 – Comprend le BAIIA ajusté pro forma de 4,2 millions de dollars de Delom.
Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2018 – Comprend le BAIIA ajusté pro forma de 6,3 millions de dollars de Delom.
- 9) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette. Par conséquent, les coûts locatifs correspondants doivent également être déduits du BAIIA aux fins du calcul du ratio de levier financier.
Pour le trimestre clos le 31 mars 2019 – Comprend le paiement des obligations locatives de 5,2 millions de dollars comptabilisé au premier trimestre de 2019.
Pour le trimestre clos le 31 mars 2018 – Comprend le paiement des obligations locatives de 0,9 million de dollars comptabilisé au premier trimestre de 2018.
Pour la période de douze mois close le 31 mars 2019 – Comprend le paiement des obligations locatives de 5,2 millions de dollars comptabilisé au premier trimestre de 2019, le paiement des obligations locatives de 1,1 million de dollars comptabilisé au quatrième trimestre de 2018, le paiement des obligations locatives de 1,0 million de dollars comptabilisé au troisième trimestre de 2018 et le paiement des obligations locatives de 1,1 million de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2018.
- 10) Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives. Se reporter à la rubrique « Ajustements des états financiers comparatifs des périodes précédentes ».

Le calcul de la dette à long terme nette, de la dette et du ratio de levier financier se présente comme suit :

	31 mars 2019	31 décembre 2018 (Pro-forma) ⁽¹⁾	31 décembre 2018 (Données présentées antérieurement)
(Trésorerie) dette bancaire	(5,8) \$	3,9 \$	3,9 \$
Obligations au titre des contrats de location-financement	—	—	13,7
Dette à long terme	278,2	218,1	218,1
Dette à long terme nette⁽¹⁾	272,4 \$	222,0 \$	235,8 \$
Lettres de crédit	5,6	6,1	6,1
Dette	278,1 \$	228,1 \$	241,9 \$
BAIIA ajusté pro forma⁽²⁾	96,3 \$	93,3 \$	97,5 \$
Ratio de levier financier⁽³⁾	2,89	2,45	2,48

1) À compter de la période ouverte le 1^{er} janvier 2019 et à la suite de l'adoption de l'IFRS 16, la Société a modifié sa définition de la dette à long terme nette pour exclure les obligations locatives qui ne sont pas considérées comme une dette. Aux fins de comparaison, la dette à long terme nette et le ratio de levier financier pro forma au 31 décembre 2018 déterminé au moyen de la définition modifiée de la dette à long terme nette sont présentés dans le tableau ci-dessus.

2) Pour les périodes de douze mois closes les 31 mars 2019 et 31 décembre 2018.

3) Calculé à partir du BAIIA ajusté pro forma des quatre derniers trimestres.

Ce ratio de levier financier est calculé afin de surveiller le ratio de levier financier cible de la Société afin qu'il soit maintenu entre 1,5 fois et 2,0 fois. Ce calcul comporte certaines différences par rapport au ratio de levier financier calculé aux termes de la convention de la facilité de crédit bancaire de la Société. Le ratio de levier financier aux termes de la convention de la facilité de crédit bancaire qui en découle ne diffère pas de manière importante. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et ressources en capital ».

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (collectivement les « énoncés prospectifs »). Ces énoncés portent sur des événements futurs ou sur la performance future de la Société. Tous les énoncés, à l'exception des énoncés concernant des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On reconnaît souvent, mais pas toujours, les énoncés prospectifs à l'emploi de termes et d'expressions comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « planifier », « croire », « estimer », « projeter », ou des variantes de ces termes et expressions ou leur forme négative, ou des déclarations selon lesquelles certaines mesures ou certains événements ou résultats « peuvent », « devraient », « pourraient » ou « pourront », ou non, être prises, survenir ou se matérialiser. Ces énoncés comportent des risques et des incertitudes connus et inconnus et d'autres facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler et qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance et les réalisations réels diffèrent considérablement de ceux formulés, implicitement ou explicitement, dans ces énoncés prospectifs. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Par conséquent, le lecteur ne doit pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion ne sont valables qu'en date des présentes, ils reflètent les opinions actuelles de la direction de Wajax et sont fondés sur l'information dont cette dernière dispose à l'heure actuelle. Même si la direction croit que les attentes dont il est fait état dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion ont notamment trait aux principaux éléments de la version actualisée de notre plan stratégique, y compris l'importance que nous accordons à l'exécution des plans clairs dans six grands volets : l'investissement dans notre équipe, l'investissement dans nos clients, notre stratégie de croissance interne, notre stratégie d'acquisitions, l'investissement dans notre infrastructure et l'amélioration de notre modèle organisationnel d'une Wajax unifiée; à nos attentes selon lesquelles la croissance visée par notre plan stratégique devrait découler en majeure partie des catégories « croissance ciblée »; à nos attentes à l'égard d'autres améliorations au rapport coût-efficacité à mesure que nous continuons de raffiner notre modèle organisationnel; à nos attentes et à nos perspectives pour 2019, y compris celles à l'égard des conditions régionales des marchés au Canada ainsi que de certains marchés finaux clés; à nos attentes quant à l'augmentation du bénéfice net ajusté par rapport à 2018 en raison de l'amélioration des produits et de l'incidence sur l'exercice complet de l'acquisition de Delom; à notre conviction que les conditions de marché actuelles dans l'Ouest canadien sont plus favorables que celles de 2015 et de 2016 alors que les prix de l'énergie étaient bas; à notre intention d'entreprendre la mise en place de notre nouveau progiciel de gestion intégré et de nos centres de service à la clientèle au premier semestre de 2019; à notre vision selon laquelle le bénéfice s'améliorera surtout au second semestre de l'exercice ; à nos attentes selon lesquelles le ratio de levier financier demeurera dans une fourchette acceptable et que la Société conservera une flexibilité financière suffisante pour réaliser son plan d'affaires pour 2019; à nos attentes selon lesquelles l'augmentation des coûts d'un exercice à l'autre sera moins élevée au deuxième semestre de 2019; aux coûts attendus liés à la révision de notre fonction finance et à nos attentes selon lesquelles ce projet sera quasi achevé au cours du premier semestre de 2019; aux coûts attendus liés à la réévaluation de la direction au sein de la fonction SRT; à notre objectif de maintenir notre ratio de levier financier dans une fourchette cible variant entre 1,5 et 2,0 fois; à nos attentes selon lesquelles une variation des taux d'intérêt (notamment en lien avec la dette à taux variable non couverte), n'aurait pas d'incidence significative sur nos résultats d'exploitation ou notre situation financière à long terme; à nos besoins de financement, de fonds de roulement et de dépenses d'investissement de maintien, ainsi qu'à notre structure du capital et à notre ratio de levier financier; aux estimations du nombre d'actions nécessaires pour satisfaire à nos obligations aux termes de certains régimes de rémunération fondée sur des actions; au caractère approprié de notre capacité d'emprunt et au caractère suffisant de nos facilités d'emprunt; et à notre intention et à notre capacité d'accéder aux marchés des titres d'emprunt et des titres de capitaux propres et à réduire notre dividende si des capitaux supplémentaires étaient nécessaires, y compris la possibilité que nous puissions recourir au marché des actions ou au marché des titres d'emprunt pour financer des acquisitions importantes et les besoins en fonds de roulement et en matière de dépenses d'investissement pour stimuler la croissance; et au caractère adéquat de nos facilités d'emprunt. Ces énoncés reposent sur un certain nombre d'hypothèses qui pourraient se révéler inexactes, entre autres, des hypothèses formulées à l'égard de la

conjoncture économique et commerciale en général; l'offre et la demande pour le pétrole et d'autres marchandises ainsi que le cours du pétrole, du gaz naturel et des autres marchandises et leur volatilité; les conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; notre capacité à mettre en œuvre la version actualisée de notre plan stratégique, y compris le perfectionnement de nos capacités de base, l'établissement de priorités en matière de croissance interne, la capacité de conclure et d'intégrer les acquisitions, comme celle de Delom, et la mise en place réussie de nouvelles plateformes de technologie de l'information de même que des nouveaux systèmes et logiciels; notre capacité de réaliser tous les avantages de notre réorganisation stratégique de 2016, notamment des économies de coûts et des gains de productivité; la performance financière future de la Société; les coûts de cette dernière; la concurrence sur ses marchés; l'aptitude de celle-ci à attirer et à fidéliser le personnel compétent, sa capacité d'acquérir des produits et des stocks de qualité et d'entretenir des relations avec ses fournisseurs, les membres de son personnel et ses clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Des facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents, notamment, la détérioration de la conjoncture économique et commerciale en général, la volatilité de l'offre et de la demande pour le pétrole, le gaz naturel et d'autres marchandises ainsi que de leur cours; la poursuite ou le prolongement de la chute du cours du pétrole ou du gaz naturel; la fluctuation des conditions des marchés financiers, y compris les taux d'intérêt; le niveau de la demande pour les produits et services offerts par la Société et leurs prix; le niveau de confiance et les dépenses des clients; l'acceptation des produits de la Société sur les marchés; la résiliation de contrats de distribution ou de contrats avec les fabricants d'équipement d'origine; des difficultés imprévues d'ordre opérationnel (comme la défaillance d'une usine, d'un équipement ou du mode de fonctionnement conformément aux spécifications ou aux attentes, la flambée des coûts, notre incapacité à réduire les coûts à la suite du ralentissement des activités du marché, le manque de produits ou de stocks de qualité, l'interruption de l'approvisionnement, les moyens de pression et les incidents imprévus touchant la santé, la sécurité et l'environnement); l'aptitude de la Société à attirer et à conserver le personnel compétent et la capacité de la Société à entretenir les relations avec ses fournisseurs, son personnel et ses clients. La liste qui précède n'est pas exhaustive. Le lecteur peut obtenir de plus amples renseignements sur les risques et incertitudes associés à ces énoncés prospectifs et aux activités de la Société dans le présent rapport de gestion à la rubrique « Gestion des risques et incertitudes » ainsi que dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui est déposée dans SEDAR. Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport de gestion sont présentés entièrement sous réserve de la présente mise en garde. La Société ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de ces énoncés prospectifs, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements ou d'événements postérieurs ou pour d'autres motifs, à moins que ce ne soit exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Pour un complément d'information, consulter notamment le rapport annuel de Wajax dans le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S I N T E R M É D I A I R E S C O N S O L I D É S
R É S U M É S D E L A S I T U A T I O N F I N A N C I È R E

Aux (en milliers de dollars canadiens, non audité)	Note	31 mars 2019	31 décembre 2018
ACTIFS			
COURANTS			
Trésorerie		5 804 \$	— \$
Clients et autres débiteurs	6	218 135	206 257
Actifs sur contrat	7	36 692	30 307
Stocks	8	392 276	365 997
Dépôts sur les stocks	8	15 473	13 445
Impôt sur le résultat à recevoir		1 693	—
Charges payées d'avance		8 006	7 190
Actifs financiers dérivés	13	627	1 635
		678 706	624 831
NON COURANTS			
Équipement de location	9	73 163	73 716
Immobilisations corporelles	9	134 911	59 017
Goodwill et immobilisations incorporelles		73 948	73 685
		282 022	206 418
Total des actifs		960 728 \$	831 249 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
COURANTS			
Dette bancaire		— \$	3 932 \$
Créditeurs et charges à payer	10	260 531	252 958
Passifs sur contrat	7	8 778	8 291
Dividendes à payer	14	5 001	4 989
Impôt sur le résultat à payer		—	12 173
Obligations locatives	11	17 610	4 622
Passifs financiers dérivés	13	1 887	3 167
		293 807	290 132
NON COURANTS			
Passifs d'impôt différé		1 306	1 209
Avantages du personnel		8 554	8 445
Passifs financiers dérivés	13	4 950	5 036
Autres passifs		1 496	2 214
Obligations locatives	11	73 835	9 127
Dette à long terme	12	278 215	218 116
		368 356	244 147
Total des passifs		662 163	534 279
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	14	181 032 \$	180 369 \$
Surplus d'apport		6 222	7 360
Résultats non distribués		114 327	110 842
Cumul des autres éléments du résultat global		(3 016)	(1 601)
Total des capitaux propres		298 565	296 970
Total des passifs et des capitaux propres		960 728 \$	831 249 \$

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S I N T E R M É D I A I R E S C O N S O L I D É S
R É S U M É S D U R É S U L T A T N E T

Pour les trimestres clos les 31 mars (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action, non audité)	Note	2019	2018 Données ajustées (note 4)
Produits	16	374 552 \$	342 444 \$
Coût des ventes		301 388	277 445
Marge brute		73 164	64 999
Frais de vente et d'administration		56 754	48 798
Coûts de restructuration et autres coûts connexes		977	1 664
Bénéfice avant charges financières et impôt sur le résultat		15 433	14 537
Charges financières	17	4 542	1 724
Bénéfice avant impôt sur le résultat		10 891	12 813
Charge d'impôt sur le résultat	18	3 012	3 543
Bénéfice net		7 879 \$	9 270 \$
Résultat de base par action	14	0,39 \$	0,48 \$
Résultat dilué par action	14	0,39	0,46

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S I N T E R M É D I A I R E S C O N S O L I D É S
R É S U M É S D U R É S U L T A T G L O B A L

Pour les trimestres clos les 31 mars (en milliers de dollars canadiens, non audité)	2019	2018 Données ajustées (note 4)
Bénéfice net	7 879 \$	9 270 \$
Éléments qui peuvent être reclassés en résultat ultérieurement		
(Profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de périodes antérieures, reclassés au bénéfice net au cours de la période, après charge d'impôt de 20 \$ (recouvrement d'impôt de 89 \$ en 2018)	(54)	241
(Pertes) profits sur les instruments dérivés en cours à la clôture de la période et désignés comme couvertures de flux de trésorerie, après recouvrement d'impôt de 501 \$ (charge d'impôt de 194 \$ en 2018)	(1 361)	528
Autres éléments du résultat global, après impôt	(1 415)	769
Résultat global total	6 464 \$	10 039 \$

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S I N T E R M É D I A I R E S C O N S O L I D É S R É S U M É S
D E S V A R I A T I O N S D E S C A P I T A U X P R O P R E S

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019 (en milliers de dollars canadiens)	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
					Couvertures de flux de trésorerie	
31 décembre 2018		180 369 \$	7 360 \$	110 842 \$	(1 601) \$	296 970 \$
Bénéfice net		—	—	7 879	—	7 879
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(1 415)	(1 415)
Total du résultat global		—	—	7 879	(1 415)	6 464
Actions émises au titre du règlement des régimes de rémunération fondée sur des actions	14	487	(487)	—	—	—
Actions détenues en fiducie et libérées au titre du règlement des régimes de rémunération fondée sur des actions	14	176	(1 215)	607	—	(432)
Charge de rémunération fondée sur des actions	15	—	564	—	—	564
Dividendes déclarés	14	—	—	(5 001)	—	(5 001)
31 mars 2019		181 032 \$	6 222 \$	114 327 \$	(3 016) \$	298 565 \$

C O R P O R A T I O N W A J A X
É T A T S I N T E R M É D I A I R E S C O N S O L I D É S R É S U M É S
D E S V A R I A T I O N S D E S C A P I T A U X P R O P R E S

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018 (en milliers de dollars canadiens)	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
					Couvertures de flux de trésorerie	
31 décembre 2017		175 863 \$	10 455 \$	88 643 \$	(294) \$	274 667 \$
Bénéfice net (données ajustées)		—	—	9 270	—	9 270
Autres éléments du résultat global		—	—	—	769	769
Total du résultat global pour la période (données ajustées)		—	—	9 270	769	10 039
Charge de rémunération fondée sur des actions	15	—	912	—	—	912
Dividendes déclarés	14	—	—	(4 876)	—	(4 876)
31 mars 2018 (données ajustées)		175 863 \$	11 367 \$	93 037 \$	475 \$	280 742 \$

C O R P O R A T I O N W A J A X
T A B L E A U X I N T E R M É D I A I R E S C O N S O L I D É S
R É S U M É S D E S F L U X D E T R É S O R E R I E

		2019	2018
Pour les trimestres clos les 31 mars			Données
(en milliers de dollars canadiens, non audité)	Note		ajustées
			(note 4)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice net		7 879 \$	9 270 \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie			
Amortissement			
Équipement de location	9	5 178	3 338
Immobilisations corporelles	9	7 099	1 822
Immobilisations incorporelles		834	148
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	9	(95)	(1 153)
Charge de rémunération fondée sur des actions	15	1 681	964
Charge (recouvrement) de location sans effet sur la trésorerie		(15)	6
Charge au titre des avantages du personnel après paiements		109	114
Profit sur les instruments financiers dérivés	13	(654)	(104)
Charges financières	17	4 542	1 724
Charge d'impôt sur le résultat	18	3 012	3 543
		29 570	19 672
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement			
lié aux activités d'exploitation	19	(36 520)	(19 641)
Entrées d'équipement de location	9	(7 269)	(5 424)
Autres passifs non courants		(883)	(128)
Trésorerie versée au titre du règlement de swaps sur rendement total	13	(1 479)	—
Charges financières payées		(4 380)	(1 624)
Impôt sur le résultat payé		(16 260)	(1 745)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation		(37 221)	(8 890)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Entrées d'immobilisations corporelles	9	(1 516)	(1 286)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	9	150	1 575
Entrées d'immobilisations incorporelles		(1 084)	(1 312)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(2 450)	(1 023)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation nette de l'emprunt bancaire	12	60 000	4 000
Paiements d'obligations locatives	11	(5 172)	(913)
Paiements au titre d'une retenue d'impôt à la source liée à la			
rémunération fondée sur des actions		(432)	—
Dividendes payés		(4 989)	(4 876)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement		49 407	(1 789)
Variation de la trésorerie et de la dette bancaire		9 736	(11 702)
Dette bancaire à l'ouverture de la période		(3 932)	(1 724)
Trésorerie (dette bancaire) à la clôture de la période		5 804 \$	(13 426) \$

C O R P O R A T I O N W A J A X
N O T E S A F F É R E N T E S A U X É T A T S F I N A N C I E R S
I N T E R M É D I A I R E S C O N S O L I D É S R É S U M É S

31 MARS 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions et les données par action, non audité)

1. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Wajax (la « Société ») est constituée au Canada. Le siège social de la Société est situé au 2250, Argentia Road, à Mississauga (Ontario) au Canada. La Société exploite un système de distribution intégré dont les activités incluent des services de vente et de pièces et du soutien technique à une grande variété de clients de secteurs d'activité qui reflètent la diversité de l'économie canadienne, notamment la construction, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, les secteurs industriel et commercial, les sables bitumineux, le transport, le traitement des métaux, le secteur public et les services publics et le pétrole et le gaz naturel.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration de conformité

Les présents états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités ont été établis selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire* et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers consolidés annuels. Par conséquent, ils devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les principales méthodes comptables correspondent aux méthodes comptables présentées dans les derniers états financiers consolidés audités, à l'exception de ce qui a été mentionné à la note 3.

La publication des présents états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités a été approuvée par le conseil d'administration en date du 6 mai 2019.

3. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Normes comptables adoptées au cours de la période

IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »)

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté la norme IFRS 16 selon une méthode de transition rétrospective modifiée.

En qualité de preneur

Les actifs et les passifs visés par un contrat de location sont évalués initialement sur la base de la valeur actualisée. Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyer restants (y compris les paiements fixes en substance), ajustée pour tenir compte des avantages incitatifs à la location à recevoir, des paiements variables fondés sur un indice ou un taux, des montants que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle, du prix d'exercice d'une option d'achat si le preneur a la certitude raisonnable d'exercer cette option et des paiements au titre des pénalités relatives à la résiliation anticipée d'un contrat de location à moins que la Société n'ait la certitude raisonnable de ne pas effectuer de résiliation anticipée. Les paiements au titre de la location sont actualisés selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être déterminé facilement, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. Les actifs au titre de droits d'utilisation connexes sont évalués au montant de l'obligation locative le 1^{er} janvier 2019, ajusté de tout montant des loyers payés d'avance ou à payer relativement aux contrats de location comptabilisés dans l'état de la situation financière immédiatement avant la date de transition, sans incidence sur les résultats non distribués.

L'obligation locative a été et doit être évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et doit être réévaluée s'il y a une modification aux paiements de loyer futurs, s'il y a un changement aux montants estimés par la Société que le preneur s'attend à devoir payer ou si la Société revoit sa décision d'exercer une option d'achat, de renouvellement ou de résiliation. L'actif au titre du droit d'utilisation a été et doit être amorti par la suite selon le mode linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Si une obligation locative est réévaluée, l'ajustement correspondant doit être effectué à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou au résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

La Société a choisi de ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives liés aux contrats de location à court terme, lesquels correspondent à un contrat de location dont la durée est de 12 mois ou moins et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyer respectifs à l'égard de ces contrats de location sont comptabilisés à l'état du résultat net selon la méthode linéaire, à moins qu'une méthode différente ne soit réputée être plus appropriée.

En qualité de bailleur

Il n'y a eu aucune incidence importante au titre de la comptabilisation pour le bailleur à la suite de l'adoption de l'IFRS 16.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 se présente comme suit :

	Données présentées au 31 décembre 2018	Incidence de l'adoption de l'IFRS 16	Solde d'ouverture ajusté au 1 ^{er} janvier 2019
Immobilisations corporelles	59 017 \$	81 222 \$	140 239 \$
Créditeurs et charges à payer	252 958	(1 322)	251 636
Obligations locatives - partie courante	4 622	14 024	18 646
Obligations locatives - partie non courante	9 127	68 520	77 647

4. AJUSTEMENTS DES ÉTATS FINANCIERS COMPARATIFS DES PÉRIODES PRÉCÉDENTES

Comme il a été mentionné dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une correction d'erreurs non significatives pour les périodes précédentes (les « autres ajustements ») a été comptabilisée, ce qui a eu une incidence sur les chiffres des périodes comparatives.

L'incidence des autres ajustements sur les états intermédiaires consolidés résumés de la situation financière de la Société pour la période précédente est la suivante :

	Données présentées antérieurement 31 mars 2018	Autres ajustements	Données ajustées 31 mars 2018
Stocks	339 553 \$	(176) \$	339 377 \$
Équipement de location	58 921	(838)	58 083
Créditeurs et charges à payer	218 577	13 253	231 830
Impôt sur le résultat à payer	3 816	(2 281)	1 535
Passifs d'impôt différé	1 160	(369)	791
Autres passifs	428	(350)	78
Résultats non distribués	104 304	(11 267)	93 037

L'incidence des autres ajustements sur l'état intermédiaire consolidé résumé du résultat net de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est la suivante :

	Données présentées	Autres ajustements	Données ajustées
Produits	342 725 \$	(281) \$	342 444 \$
Coût des ventes	276 371	1 074	277 445
Frais de vente et d'administration	48 999	(201)	48 798
Coûts de restructuration et autres coûts connexes	2 000	(336)	1 664
Charge d'impôt sur le résultat	3 763	(220)	3 543
Bénéfice net	9 868	(598)	9 270
Résultat de base par action	0,51	(0,03)	0,48
Résultat dilué par action	0,49	(0,03)	0,46

L'incidence des autres ajustements sur le tableau des flux de trésorerie intermédiaire consolidé résumé de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est la suivante :

	Données présentées	Autres ajustements	Données ajustées
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	9 868 \$	(598) \$	9 270 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	349	(201)	148
Charge d'impôt sur le résultat	3 763	(220)	3 543
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(20 996)	1 355	(19 641)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(9 226)	336	(8 890)
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles	(950)	(336)	(1 286)

5. ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Groupe Delom inc. (« Delom »)

Le 16 octobre 2018, la Société a réalisé l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Delom, situé à Montréal (Québec). Le prix d'achat total des actions s'est établi à 52 141 \$ en trésorerie (sous réserve des ajustements définitifs au fonds de roulement), dont un montant de 2 000 \$ qui est assujéti à l'atteinte de certaines cibles de performance postérieurement à la clôture.

Les ajustements au fonds de roulement et l'évaluation définitifs de certains éléments ne sont pas terminés à ce jour en raison de la complexité inhérente aux évaluations et au moment de l'acquisition. Par conséquent, la répartition du prix d'achat est provisoire et sujette à des ajustements lorsque le processus d'évaluation sera complété. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a comptabilisé un ajustement de 369 \$ au goodwill au titre de l'évaluation des immobilisations incorporelles. La Société a déterminé la juste valeur initiale selon les flux de trésorerie actualisés, l'information de marché, les évaluations indépendantes et les estimations de la direction.

Les montants comptabilisés au titre des actifs acquis et des passifs repris identifiables à la suite de l'acquisition se présentent comme suit :

Trésorerie	1 080 \$
Clients et autres débiteurs	14 532
Actifs sur contrat	8 010
Stocks	6 481
Charges payées d'avance	899
Immobilisations corporelles	11 521
Passifs d'impôt différé	(5 140)
Créditeurs et charges à payer	(10 880)
Passifs sur contrat	(1 792)
Impôt sur le résultat à payer	(629)
Passifs financiers dérivés	(70)
Autres passifs	(204)
Immobilisations corporelles nettes acquises	23 808
Immobilisations incorporelles	16 696
Goodwill	11 637
Prix d'achat total	52 141 \$

Les sorties nettes de trésorerie au titre de l'acquisition se sont établies à 51 061 \$ puisqu'un montant en trésorerie de 1 080 \$ a été acquis au titre des actifs nets de Delom.

Les clients et autres débiteurs comprennent des montants contractuels bruts à recevoir de 14 582 \$, minorés de la meilleure estimation de la direction à l'égard du compte de correction de valeur pour pertes sur créances, soit 50 \$.

Le goodwill découle essentiellement de la capacité à tirer avantage des relations avec les clients, des noms commerciaux établis, du savoir-faire combiné du personnel et du secteur, de la croissance à venir et de la capacité à réaliser des synergies qui se traduiront par des économies d'échelle. Le goodwill comptabilisé lors de l'acquisition de Delom n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

6. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les clients et autres débiteurs de la Société comprennent des créances clients et d'autres débiteurs, généralement de fournisseurs, au titre des garanties et des rabais. Les clients et autres débiteurs au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 sont composés des éléments suivants :

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Créances clients	199 155 \$	182 587 \$
Moins : compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(1 131)	(953)
Créances clients, montant net	198 024	181 634
Autres débiteurs	20 111	24 623
Total des clients et autres débiteurs	218 135 \$	206 257 \$

La Société a conclu une entente avec une institution financière visant la vente de la totalité de certaines créances clients sur une base récurrente et sans aucun recours. Selon l'entente, des créances clients d'au plus 20 000 \$ peuvent être vendues à l'institution financière et peuvent rester en cours à tout moment. Après la vente, la Société ne conserve aucune participation dans les créances clients et les sort de ses états consolidés de la situation financière, mais elle continue d'assurer le service des créances clients en cours et de les percevoir pour le compte de l'institution financière. Le produit net de ce programme est classé dans les activités d'exploitation des tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ce programme a réduit les créances clients de la Société de 10 710 \$ au 31 mars 2019 (9 877 \$ au 31 décembre 2018).

7. ACTIFS ET PASSIFS SUR CONTRAT

Le tableau qui suit présente des informations sur les actifs sur contrat et les passifs sur contrat découlant des contrats conclus avec des clients.

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Actifs sur contrat	36 692 \$	30 307 \$
Passifs sur contrat	8 778	8 291

Les actifs sur contrat sont principalement liés aux droits de la Société d'obtenir une contrepartie pour des travaux réalisés, mais non facturés à la date de clôture au titre du service après-vente et des produits tirés des services de réparation technique (les « SRT »). Les actifs sur contrat sont virés aux créances lorsqu'ils ont été facturés, après la réalisation de certaines étapes importantes. Les passifs sur contrat se rapportent principalement à la contrepartie anticipée reçue de clients lors de la vente d'équipement, de pièces industrielles et aux produits tirés des SRT, pour lesquels les produits sont comptabilisés au moment du transfert du contrôle au client.

8. STOCKS

Le solde des stocks de la Société au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 est constitué des éléments suivants :

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Équipement	228 243 \$	221 081 \$
Pièces	139 563	127 026
Travaux en cours	24 470	17 890
Total des stocks	392 276 \$	365 997 \$

Tous les montants ci-dessus sont présentés, déduction faite de la provision pour l'obsolescence de 26 976 \$ (26 014 \$ en 2018).

Au 31 mars 2019, la Société a inclus un montant de 43 924 \$ (47 281 \$ au 31 décembre 2018) dans les stocks d'équipement du fait de contrats de location à court terme qui devraient être convertis en ventes d'équipement d'ici 6 à 12 mois.

La quasi-totalité des stocks de la Société a été donnée en garantie de la facilité de crédit bancaire.

Les dépôts sur les stocks dans les états de la situation financière, d'un montant de 15 473 \$ au 31 mars 2019 (13 445 \$ au 31 décembre 2018), constituent des dépôts et d'autres paiements périodiques exigés au titre d'équipement détenu en consignation. Ces paiements réduisent la valeur de la garantie de l'équipement et, du même coup, le montant final dû au fournisseur lors d'un éventuel achat. Au moment de la vente de l'équipement à un client, la Société se doit d'acheter l'équipement complet auprès du fournisseur.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ÉQUIPEMENT DE LOCATION

Par suite de la mise en application de l'IFRS 16, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation additionnels de 81 222 \$ liés essentiellement aux contrats de location immobilière pour le réseau de succursales de la Société. Par conséquent, la Société a engagé pour le trimestre clos le 31 mars 2019 une charge d'amortissement de 4 433 \$ liée aux actifs au titre de droits d'utilisation additionnels.

La Société a acquis des immobilisations corporelles d'un coût de 1 516 \$, déduction faite des actifs locatifs, au cours du trimestre (1 286 \$ en 2018). La sortie d'actifs d'une valeur comptable de 55 \$ au cours du trimestre (422 \$ en 2018) a donné lieu à un profit sur la sortie de 95 \$ (profit sur la sortie de 1 153 \$ en 2018).

La Société a acquis de l'équipement de location d'un coût de 7 269 \$ au cours du trimestre (5 424 \$ en 2018). De l'équipement dont la valeur comptable s'est élevée à 185 \$ au cours du trimestre (65 \$ en 2018) a été viré des stocks à l'équipement de location. De l'équipement dont la valeur comptable s'est élevée à 2 830 \$ au cours du trimestre (4 487 \$ en 2018) a été viré de l'équipement de location aux stocks.

10. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les créiteurs et charges à payer au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018 se composent des éléments suivants :

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Fournisseurs	141 335 \$	142 818 \$
Autres produits différés	1 023	1 053
Charges à payer à des fournisseurs avec des délais de paiement plus longs	34 783	34 672
Salaires, primes et primes incitatives	25 604	32 223
Charges à payer au titre de la restructuration	838	817
Charges à payer	54 954	39 193
Provisions	1 994	2 182
Créditeurs et charges à payer	260 531 \$	252 958 \$

Les charges à payer à des fournisseurs avec des délais de paiement plus longs ont trait aux achats d'équipement auprès des fournisseurs dont les délais de paiement varient de 60 jours à 8 mois environ.

11. CONTRATS DE LOCATION

Par suite de la mise en application de l'IFRS 16, la Société a comptabilisé des obligations locatives additionnelles de 82 544 \$ liées essentiellement aux contrats de location immobilière pour le réseau de succursales de la Société. La Société loue également certains véhicules, des machines et du matériel informatique. Les contrats de location de véhicules comportent une période de location minimale de un an et peuvent être par la suite renouvelés mensuellement jusqu'à leur résiliation. Au moment de leur résiliation, la Société a la possibilité d'acheter les véhicules à leur valeur résiduelle, ou la différence entre le produit tiré de la sortie revenant au bailleur et la valeur résiduelle est imputée ou remboursée à la Société sous forme d'ajustement de loyer. Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être déterminé facilement, selon le taux d'emprunt marginal de la Société.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a engagé des coûts financiers additionnels de 1 223 \$ du fait de l'adoption de l'IFRS 16.

Engagements en vertu des contrats de location simple au 31 décembre 2018

Moins de un an	20 189 \$
Entre un an et cinq ans	52 347
Plus de cinq ans	27 124
Engagements en vertu des contrats de location simple au 31 décembre 2018	99 660
Actualisés à l'aide du taux d'emprunt marginal	(22 420)
	77 240
Nouveaux contrats de location/prorogations pour lesquels le preneur a la certitude raisonnable d'exercer l'option	6 611
Exclusions pour les contrats de location à court terme et pour les biens de faible valeur ou éléments assortis d'un droit acquis	(1 307)
Obligations locatives comptabilisées le 1^{er} janvier 2019	82 544
Partie courante	14 024
Partie non courante	68 520

La variation des obligations locatives se présente comme suit :

Pour les trimestres clos les 31 mars	2019	2018
Solde à l'ouverture de la période	13 749 \$	9 511 \$
Variations issues des flux de trésorerie de financement		
Paiement d'obligations locatives	(5 172)	(913)
Autres variations		
Obligations locatives comptabilisées le 1 ^{er} janvier 2019 selon l'IFRS 16	82 544	—
Nouveaux contrats de location, déduction faite des sorties	324	281
Solde à la clôture de la période	91 445 \$	8 879 \$
Partie courante	17 610 \$	3 705 \$
Partie non courante	73 835 \$	5 174 \$

12. DETTE À LONG TERME

Les emprunts aux termes de la facilité de crédit bancaire sont assortis de taux d'intérêt variables, qui sont établis d'après les taux de rendement des acceptations bancaires en dollars canadiens, le TIOL en dollars américains ou le taux préférentiel, tous majorés de marges. Les marges sur la facilité dépendent du ratio de levier financier de la Société au moment où les emprunts sont contractés, et elles varient entre 1,5 % et 3,0 %, dans le cas des emprunts contractés aux taux des acceptations bancaires en dollars canadiens et des emprunts contractés au TIOL en dollars américains, et entre 0,5 % et 2,0 %, dans le cas des emprunts contractés au taux préférentiel.

La capacité d'emprunt aux termes de la facilité de crédit bancaire dépend du niveau des stocks disponibles de la Société et des créances clients impayées. De plus, la facilité de crédit bancaire est assortie de clauses restrictives habituelles, portant notamment sur la déclaration de dividendes en espèces et sur le maintien du ratio de couverture des intérêts, qui étaient toutes satisfaites au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018, les soldes suivants étaient impayés :

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Facilité de crédit bancaire		
Tranche à terme non renouvelable	50 000 \$	50 000 \$
Tranche à terme renouvelable	230 000	170 000
	280 000	220 000
Frais de financement différés, déduction faite du cumul des amortissements	(1 785)	(1 884)
Total de la dette à long terme	278 215 \$	218 116 \$

La Société avait des lettres de crédit en vigueur totalisant 5 649 \$ à la clôture de la période (6 101 \$ en 2018).

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, les intérêts sur la dette à long terme se sont élevés à 3 153 \$ (1 633 \$ en 2018).

Les variations du solde de la dette à long terme au cours de la période sont présentées ci-après :

Pour les trimestres clos les 31 mars	2019	2018
Solde à l'ouverture de la période	218 116 \$	143 667 \$
Variations issues des flux de trésorerie de financement		
Produit net d'emprunts	60 000	4 000
Autres variations		
Amortissement des coûts de transaction inscrits au bilan	99	88
Solde à la clôture de la période	278 215 \$	147 755 \$

13. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU RISQUE FINANCIER

Au 31 mars 2019, les instruments financiers de la Société comprenaient la trésorerie et la dette bancaire, les clients et autres débiteurs, les swaps de taux d'intérêt, les contrats de change à terme, les swaps sur rendement total, les créditeurs et charges à payer, les obligations locatives et la dette à long terme.

La Société a recours à la hiérarchie de la juste valeur suivante pour déterminer et présenter la juste valeur des instruments financiers :

- **Niveau 1** – prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- **Niveau 2** – autres techniques pour lesquelles toutes les données d'entrée qui ont une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée sont observables, directement ou indirectement;
- **Niveau 3** – techniques qui utilisent les données d'entrée ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

La Société classe ses actifs financiers et ses passifs financiers comme suit :

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Actifs financiers évalués au coût amorti		
Trésorerie (dette bancaire)	5 804 \$	(3 932) \$
Clients et autres débiteurs	218 135	206 257
Actifs sur contrat	36 692	30 307
Passifs financiers évalués au coût amorti		
Créditeurs et charges à payer	(260 531)	(252 958)
Passifs sur contrat	(8 778)	(8 291)
Dividendes à payer	(5 001)	(4 989)
Autres passifs	(1 496)	(2 214)
Obligations locatives	(91 445)	(13 749)
Dette à long terme	(278 215)	(218 116)
Actifs (passifs) financiers dérivés nets évalués à la juste valeur		
Contrats de change à terme	(111)	(67)
Swaps sur rendement total	(2 248)	(4 265)
Swaps de taux d'intérêt	(3 851)	(2 236)

La Société évalue les actifs financiers et les passifs financiers non dérivés au coût amorti. Les actifs et passifs financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net à l'exception des variations de la juste valeur liée aux actifs et passifs financiers dérivés qui sont effectivement désignés comme des instruments de couverture, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les actifs et passifs financiers dérivés de la Société sont détenus auprès d'importantes banques à charte canadiennes et sont réputés être des instruments financiers de niveau 2. La juste valeur des actifs et passifs financiers dérivés évalués au coût amorti, compte non tenu

de la dette à long terme et des obligations au titre de la rémunération fondée sur des actions réglées en trésorerie, se rapproche de la valeur comptable de ces instruments en raison de l'échéance à court terme de ceux-ci. Les obligations au titre de la rémunération fondée sur des actions réglées en trésorerie sont comptabilisées à la juste valeur fondée sur le cours des actions de la Société et sont réputées être des instruments financiers de niveau 1. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable en raison du taux d'intérêt variable.

Instruments financiers dérivés et couvertures

Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme couvertures efficaces et sont évalués à la juste valeur; les variations de la juste valeur ultérieures sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les montants dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes où l'élément couvert a une incidence sur le résultat net. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a comptabilisé une perte de 1 181 \$ (profit de 23 \$ en 2018), après l'impôt dans les autres éléments du résultat global liés aux swaps de taux d'intérêt connexes. Les swaps de taux d'intérêt en cours de la Société sont résumés ci-après :

31 mars 2019	Montant nominal	Taux d'intérêt moyen	Échéances
Swaps de taux d'intérêt	104 000 \$	2,70 %	novembre 2023

31 décembre 2018	Montant nominal	Taux d'intérêt moyen	Échéances
Swaps de taux d'intérêt	104 000 \$	2,70 %	novembre 2023

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des contrats de change à court terme pour couvrir le risque de change lié au coût de certains stocks entrants et à certaines ventes conclues en monnaie étrangère avec des clients, y compris les créances connexes. Les contrats de change à terme sont d'abord comptabilisés à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et ils sont ensuite réévalués à la juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte est déterminée selon que le dérivé a été désigné comme un instrument de couverture. Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture, après impôt, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global alors que la tranche inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Les montants dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés au bénéfice net pour la période où l'élément couvert a une incidence sur le résultat net. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a comptabilisé un profit de 117 \$ (profit de 104 \$ en 2018) lié à ses contrats de change dans les états consolidés du résultat net et une perte de 116 \$ (profit de 923 \$ en 2018), déduction faite de l'impôt, dans les autres éléments du résultat global. Les contrats de la Société visant l'achat ou la vente de monnaies étrangères sont résumés ci-après :

31 mars 2019	Montant nominal	Cours de change moyen	Échéances
Contrats d'achat	35 462 \$ US	1,3220	entre avril 2019 et décembre 2019

Contrats de vente	20 660 \$ US	1,3016	entre avril 2019 et août 2020
	2 451 €	1,5308	entre avril 2019 et novembre 2019

31 décembre 2018	Montant nominal	Cours de change moyen	Échéances
Contrats d'achat	34 313 \$ US	1,3146	entre janvier 2019 et décembre 2019
	200 €	1,5575	entre janvier 2019 et mars 2019
Contrats de vente	20 934 \$ US	1,2856	entre janvier 2019 et août 2020
	2 772 €	1,5288	entre janvier 2019 et novembre 2019

La Société détient certains swaps sur rendement total pour couvrir l'exposition liée à la hausse du cours de son action sur ses unités d'actions incessibles (« UAI ») en circulation. La Société n'applique pas la comptabilité de couverture à ces relations et, par conséquent, les profits et les pertes attribuables à l'évaluation à la valeur de marché de ces dérivés sont comptabilisés dans le résultat net pour la période où ils se réalisent. Au 31 mars 2019, les swaps sur rendement total de la Société couvraient 235 000 actions ordinaires sous-jacentes de la Société (440 000 au 31 décembre 2018). Au cours du trimestre, la Société a réglé un swap sur rendement total visant 205 000 actions, ce qui s'est traduit par un paiement en trésorerie de 1 479 \$. Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a comptabilisé un profit de 537 \$ (perte de néant en 2018) au titre des swaps sur rendement total.

Les actifs financiers dérivés comprennent les éléments suivants :

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Contrats de change à terme	627 \$	1 635 \$
Total des actifs financiers dérivés	627 \$	1 635 \$
Partie courante	627 \$	1 635 \$
Partie non courante	— \$	— \$

Les passifs financiers dérivés comprennent les éléments suivants :

	31 mars 2019	31 décembre 2018
Swaps de taux d'intérêt	3 851 \$	2 236 \$
Contrats de change à terme	738	1 702
Swaps sur rendement total	2 248	4 265
Total des passifs financiers dérivés	6 837 \$	8 203 \$
Partie courante	1 887 \$	3 167 \$
Partie non courante	4 950 \$	5 036 \$

Les (profits) pertes sur les actifs et les passifs financiers dérivés se présentent comme suit :

Pour les trimestres clos les 31 mars	2019	2018
Passif financier dérivé à l'ouverture, montant net	6 568 \$	396 \$
Profit comptabilisé dans le résultat net	(654)	(104)
Perte (profit) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global, après impôt	1 297	(946)
Impôt sur la perte (le profit) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	478	(348)
Trésorerie versée au titre du règlement de swaps sur rendement total	(1 479)	—
Passif (actif) financier dérivé à la clôture, montant net	6 210 \$	(1 002) \$

Le solde du cumul des autres éléments du résultat global se rapporte aux variations de la valeur des divers swaps de taux d'intérêt et contrats de change à terme de la Société. Ces montants cumulés seront portés en continu aux états consolidés du résultat net dans les charges financières et la marge brute respectivement.

Au cours des périodes présentées et en cumulé depuis le début de l'exercice, les variations du risque de crédit de la contrepartie n'ont pas contribué de manière importante aux variations globales de la juste valeur de ces instruments financiers.

14. CAPITAL SOCIAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et d'actions privilégiées sans valeur nominale. Chaque action ordinaire confère à son porteur inscrit un vote à toutes les assemblées des actionnaires. Toutes les actions ordinaires émises sont entièrement libérées. Aucune action privilégiée n'était en circulation au 31 mars 2019 (néant en 2018). Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de bénéficiaire égal sur les distributions et sur l'actif net de la Société en cas de dissolution ou de liquidation de celle-ci.

	Note	Nombre d'actions ordinaires	Montant
Émises et en circulation au 31 décembre 2018		20 132 194	181 952 \$
Actions ordinaires émises au titre du règlement des régimes de rémunération fondée sur des actions	15	27 473	487
Émises et en circulation au 31 mars 2019		20 159 667	182 439
Actions détenues en fiducie au 31 décembre 2018		(175 680)	(1 583)
Libérées au titre du règlement de certains régimes de rémunération fondée sur des actions		19 567	176
Actions détenues en fiducie au 31 mars 2019		(156 113)	(1 407)
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, au 31 mars 2019		20 003 554	181 032 \$

	Nombre d'actions ordinaires	Montant
Émises et en circulation au 31 décembre 2017 et au 31 mars 2018	20 026 819	180 572 \$
Actions détenues en fiducie au 31 décembre 2017 et au 31 mars 2018	(522 712)	(4 709)
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, au 31 mars 2018	19 504 107	175 863 \$

Dividendes déclarés

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a déclaré des dividendes en trésorerie de 0,25 \$ par action ou 5 001 \$ (dividendes de 0,25 \$ par action ou 4 876 \$ en 2018). Au 31 mars 2019, il restait un montant de 5 001 \$ (4 989 \$ au 31 décembre 2018) en dividendes à verser par la Société, devant être payé le 2 avril 2019.

Le 6 mai 2019, la Société a déclaré un dividende de 0,25 \$ par action ou de 5 001 \$ pour le deuxième trimestre de 2019.

Résultat par action

Le tableau suivant présente le calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action :

	2019	2018 Données ajustées (note 4)
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Numérateur du résultat de base par action et du résultat dilué par action :		
– bénéfice net	7 879 \$	9 270 \$
Dénominateur du résultat de base par action :		
– nombre moyen pondéré d'actions, déduction faite des actions détenues en fiducie	19 977 618	19 504 107
Dénominateur du résultat dilué par action :		
– nombre moyen pondéré d'actions, déduction faite des actions détenues en fiducie	19 977 618	19 504 107
– effet dilutif des droits visant des actions	365 917	673 289
Dénominateur du résultat dilué par action	20 343 535	20 177 396
Résultat de base par action	0,39 \$	0,48 \$
Résultat dilué par action	0,39 \$	0,46 \$

116 411 droits visant des actions sans effet dilutif (124 994 en 2018) ont été exclus des calculs ci-dessus.

15. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société compte quatre régimes de rémunération fondée sur des actions : le régime d'actionnariat de Wajax (le « RA »), le régime d'unités d'actions différées des administrateurs (le « RUADA »), le régime d'encouragement à moyen terme à l'intention des membres de la haute direction (le « REMT ») et le régime d'unités d'actions différées (le « RUAD »). Le tableau qui suit présente la charge de rémunération fondée sur des actions au titre des attributions pour l'ensemble des régimes :

Pour les trimestres clos les 31 mars	2019	2018
Régimes de droits visant des actions non émises		
RA réglé en titres de capitaux propres	— \$	— \$
RUADA réglé en titres de capitaux propres	155	150
Total de la charge des régimes de droits visant des actions non émises	155 \$	150 \$
Régimes de droits visant des actions achetées sur le marché		
REMT réglé en titres de capitaux propres	284 \$	720 \$
RUAD réglé en titres de capitaux propres	125	42
Total de la charge des régimes de droits visant des actions achetées sur le marché	409 \$	762 \$
Régimes de droits réglés en trésorerie		
REMT réglé en trésorerie	1 110 \$	42 \$
RUAD réglé en trésorerie	7	10
Total de la charge des régimes de droits réglés en trésorerie	1 117 \$	52 \$
Total de la charge de rémunération fondée sur des actions	1 681 \$	964 \$

a) Régimes de droits visant des actions non émises

Des droits sont émis aux participants aux termes du RA et du RUADA, et sont réglés par l'émission d'actions de Corporation Wajax sans contrepartie en trésorerie, sous réserve du respect des conditions d'acquisition liées à l'écoulement du temps. Les droits acquis sont réglés lorsque le participant n'est plus au service de la Société ou de l'une de ses filiales ou ne siège plus à son conseil d'administration. Lorsque la Société verse des dividendes sur ses actions, des droits additionnels (les « équivalents de dividendes ») dont la valeur est égale à celle des dividendes sont portés au crédit des comptes des participants.

Les droits suivants aux termes de ces régimes sont en cours :

	Nombre de droits	Juste valeur au moment de l'attribution
Droits en cours au 31 décembre 2018	325 171	5 715 \$
Attributions – nouvelles attributions	9 381	156
– équivalents de dividende	5 052	—
Règlements	(27 473)	(487)
Droits en cours au 31 mars 2019	312 131	5 384 \$

Au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018, la totalité des droits visant des actions étaient acquis.

Le nombre total d'actions en cours pouvant être émises en règlement des droits acquis aux termes de ces régimes s'établit comme suit :

	Nombre d'actions
Approbation par les actionnaires	1 050 000
Exercice jusqu'à présent	(380 137)
Droits en cours	(312 131)
Droits disponibles à des fins d'attribution future	357 732

b) Régimes de droits visant des actions achetées sur le marché

Le REMT est constitué d'unités d'actions incessibles (« UAI ») réglées en trésorerie et d'unités d'actions liées au rendement (« UAR ») réglées en titres de capitaux propres, alors que le RUAD réglé en titres de capitaux propres est constitué d'unités d'actions différées (« UAD »).

Les régimes de droits visant des actions achetées sur le marché sont composés d'UAR aux termes du REMT et d'UAD, pour lesquelles les droits sont acquis sur une période de trois ans et sont réglés au moyen d'actions ordinaires de la Société, sur la base d'un droit pour une action. Les UAD sont seulement assujetties aux conditions d'acquisition liées au passage du temps alors que les UAR sont également assujetties à des conditions d'acquisition liées au rendement. Les UAR sont constituées de deux composantes : les UAR liées au rendement des actifs nets (« RAN ») et les UAR liées au rendement total pour les actionnaires (« RTA »).

- Les UAR liées au RAN sont acquises selon l'atteinte d'un certain niveau de rendement cible sur les actifs nets. De tels critères d'acquisition liés au rendement ont donné lieu à un facteur d'acquisition lié au rendement qui varie de 0 % à 150 % selon le niveau de RAN atteint.
- Les UAR liées au RTA sont acquises selon l'atteinte d'un RTA lié aux conditions de marché. De tels critères d'acquisition ont donné lieu à un facteur d'acquisition lié au rendement qui varie de 0 % à 200 % selon le RTA de la Société lié à un groupe de pairs présélectionné.

Ces régimes sont réglés au moyen d'actions achetées sur le marché libre par l'intermédiaire d'une fiducie liée au régime d'avantages du personnel, pourvu que les conditions d'acquisition soient remplies. Les UAR sont réglées à la clôture de la période d'acquisition, et le nombre d'actions remis au participant au moment du règlement est équivalent au nombre d'UAR attribuées, multiplié par le facteur d'acquisition lié au rendement minoré des actions retenues pour satisfaire aux exigences de retenue à la source du participant. Les UAD sont réglées lorsque le participant n'est plus au service de la Société ou de l'une de ses filiales. Lorsque des dividendes sont versés sur des actions de la Société, des droits supplémentaires dont la valeur est égale à celle des dividendes sont portés au crédit des comptes des participants selon les mêmes modalités d'acquisition que celles des droits aux termes des UAR et des UAD. Les droits suivants aux termes de ces régimes sont en cours :

	Nombre de droits	Juste valeur au moment de l'attribution
Droits en cours au 31 décembre 2018	290 656	6 875 \$
Attributions – nouvelles attributions	100 608	2 399
– équivalents de dividende	4 508	—
Renoncations	(58 441)	(949)
Règlements	(42 067)	(1 017)
Droits en cours au 31 mars 2019	295 264	7 308 \$

Au 31 mars 2019, 14 724 droits visant des actions étaient acquis (néant au 31 décembre 2018). Tous les droits acquis sont des UAD.

c) Régimes de droits réglés en trésorerie

Les régimes de droits réglés en trésorerie comprennent les UAI aux termes du REMT et les UAD réglées en trésorerie. La charge de rémunération varie selon le cours des actions de la Société et est comptabilisée sur la période d'acquisition de trois ans. Les UAR sont réglées à la clôture de la période d'acquisition alors que les UAD sont réglées lorsque le participant n'est plus au service de la Société ou de l'une de ses filiales. Lorsque des dividendes sont versés sur des actions de la Société, des droits supplémentaires dont la valeur est égale à celle des dividendes sont portés au crédit des comptes des participants selon les mêmes modalités d'acquisition que celles des droits d'origine. La valeur du paiement est égale au nombre de droits attribués, y compris les équivalents de dividende gagnés, multiplié par le cours moyen pondéré des actions des cinq jours qui précèdent la date de règlement. Au premier trimestre de 2019, la Société a payé 3 111 \$ afin de régler les UAI attribuées en 2016. La valeur comptable des obligations au titre de ces régimes s'est élevée à 1 746 \$ au 31 mars 2019 (3 738 \$ au 31 décembre 2018). Les droits suivants aux termes de ces régimes sont en cours :

	Nombre de droits
Droits en cours au 31 décembre 2018	389 295
Attributions – nouvelles attributions	140 499
– équivalents de dividende	6 051
Renoncations	—
Règlements	(162 097)
Droits en cours au 31 mars 2019	373 748

Au 31 mars 2019, 8 713 droits étaient acquis, ce qui représente la totalité des droits liés aux UAD en cours (8 577 droits au 31 décembre 2018).

16. PRODUITS

Ventilation des produits des activités ordinaires

Le tableau suivant présente les produits ventilés selon les sources de produits :

	2019	2018 Données ajustées (note 4)
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Ventes d'équipement	112 112 \$	123 942 \$
Pièces industrielles	93 424	88 949
Service après-vente	124 326	105 666
SRT/Autres	35 838	15 929
Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	365 700	334 486
Location d'équipement	8 852	7 958
Total	374 552 \$	342 444 \$

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la Société a inclus un montant de 6 326 \$ (6 243 \$ en 2018) dans les ventes d'équipement du fait de contrats de location à court terme qui devraient être convertis en ventes d'équipement d'ici 6 à 12 mois.

17. CHARGES FINANCIÈRES

Le tableau qui suit présente les charges financières pour les trimestres clos le 31 mars 2019 et le 31 mars 2018 :

	Note	2019	2018
Pour les trimestres clos les 31 mars			
Intérêts sur la dette à long terme	12	3 153 \$	1 633 \$
Intérêts sur les obligations locatives	11	1 389	91
Charges financières		4 542 \$	1 724 \$

18. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt inclut l'impôt exigible et l'impôt différé suivants :

	2019	2018 Données ajustées (note 4)
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Impôt exigible	2 394 \$	4 895 \$
Impôt différé	618	(1 352)
Charge d'impôt sur le résultat	3 012 \$	3 543 \$

Le calcul de l'impôt exigible est fondé sur un taux d'impôt fédéral et provincial combiné prévu par la loi de 26,9 % (26,9 % en 2018). Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer à la période au cours de laquelle l'actif est réalisé ou le passif est réglé. Les actifs et passifs d'impôt différé ont été évalués en utilisant un taux d'impôt attendu moyen combiné qui est prévu par la loi de 26,9 % d'après les taux d'impôt en vigueur au cours des années d'imposition où les différences temporaires sont censées se résorber.

Le rapprochement du taux d'impôt effectif s'établit comme suit :

	2019	2018 Données ajustées (note 4)
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Taux d'impôt combiné prévu par la loi	26,9 %	26,9 %
Charge d'impôt attendue aux taux prévus par la loi	2 930 \$	3 447 \$
Charges non déductibles	164	128
Autres	(82)	(32)
Charge d'impôt sur le résultat	3 012 \$	3 543 \$

19. VARIATIONS DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT LIÉ AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement comprend les éléments suivants :

	2019	2018 Données ajustées (note 4)
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Clients et autres débiteurs	(12 026) \$	3 730 \$
Actifs sur contrat	(6 385)	2 609
Stocks	(23 635)	(21 983)
Dépôts sur les stocks	(2 028)	523
Charges payées d'avance	(816)	(697)
Créditeurs et charges à payer	7 883	(4 965)
Passifs sur contrat	487	1 142
Total	(36 520) \$	(19 641) \$

20. INFORMATIONS COMPARATIVES

Certaines informations comparatives ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 10 avril 2019, la Société a annoncé le départ de Darren Yaworsky, premier vice-président, Finances et chef des finances.

Le 6 mai 2019, la Société a annoncé qu'à compter du 7 mai 2019, Stuart Auld occuperait la fonction de premier vice-président, Finances et chef des finances. M. Auld s'est joint à l'équipe de la haute direction de Wajax en 2014 et exerçait jusqu'à tout récemment la fonction de premier vice-président, Ressources humaines et systèmes d'information de la Société. De plus, la Société a annoncé qu'à compter du 7 mai 2019, Irene Stretton occuperait la fonction de vice-présidente, Ressources humaines.